

Dokumentation / Documentation

Cette rubrique présente les références des dernières parutions juridiques en matière de droit de la santé. Elle est établie en recensant près d'une centaine de revues juridiques et médicales, en Suisse et à l'étranger. Ce numéro couvre en principe la période entre le 1^{er} janvier 2012 et le 1^{er} août 2012. / Diese Rubrik gibt Hinweise auf Neuerscheinungen im Gesundheitsrecht. Sie wird auf Grund von nahezu Hundert juristische und medizinische Zeitschriften aus der Schweiz und dem Ausland zusammengestellt. Diese Nummer umfasst grundsätzlich die Periode vom 1. Januar 2012 bis zum 1. August 2012.

Numéros précédents / Frühere Erscheinungen : www.unine.ch/ids

Législation / Gesetzgebung	3
I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)	3
II. Droit communautaire / Europarecht.....	4
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	4
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. / Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	6
III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl).....	9
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	9
Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./ Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.	10
IV. Droit fédéral / Bundesrecht.....	10
Droit édicté / Erlassenes Recht.....	10
Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse.....	12
V. Droit cantonal (sélection) / Kantonales Recht (Auswahl).....	13
VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien	16
Jurisprudence / Rechtsprechung	17
I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl) ...	17
II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl).....	19

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl).....	22
IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung	25
V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung	34
Doctrine / Lehre	44
I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl).....	44
Articles / Aufsätze.....	44
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....	44
Assurances sociales.....	45
Droits des patients, droit de la personnalité.....	46
Ethique biomédicale.....	49
Euthanasie, soins palliatifs et fin de vie	51
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	52
Génétique humaine et biotechnologies.....	52
Médecine légale	53
Médecine du sport.....	53
Mesures médicales spéciales	54
Nouvelles techniques de l'information et santé.....	54
Personnes âgées et santé.....	54
Procréation médicalement assistée.....	55
Recherche biomédicale	56
Responsabilité médicale.....	57
Santé mentale et psychique	58
SIDA, lutte contre les épidémies.....	59
Système de santé, politique de la santé	59
Transplantations.....	61
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....	62
II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre	62
Articles / Aufsätze.....	62
Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux.....	62
Assurances sociales.....	63
Droits des patients, droit de la personnalité.....	64
Ethique biomédicale.....	64
Euthanasie, soins palliatifs et fin de vie	65
Exercice des professions de la santé, politique professionnelle	65
Génétique humaine et biotechnologies.....	65
Médecine légale	65
Médecine du sport.....	66
Mesures médicales spéciales	66

Nouvelles techniques de l'information et santé.....	66
Personnes âgées et santé.....	66
Procréation médicalement assistée.....	66
Recherche biomédicale.....	66
Responsabilité médicale.....	66
Santé mentale et psychique.....	67
SIDA, lutte contre les épidémies.....	67
Système de santé, politique de la santé.....	67
Transplantations.....	68
Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien.....	68

Ont collaboré à cette rubrique / An dieser Rubrik haben mitgewirkt :
Laura AMEY, Slim BEN YOUNÉS, Eva BLOUDANIS, Nathalie BRUNNER, Natacha CAVALERI, Rachel CHRISTINAT, Leila GHASSEMI, Olivier GUILLOD, Jean PERRENOUD, Beatrice STIRNER, Marinette UMMEL et Valérie WYSSBROD.

Législation / Gesetzgebung

I. Droit international (sélection) / Internationales Recht (Auswahl)

Recommandation CM/Rec (2012) 5 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe aux Etats membres sur le *Code européen de déontologie pour le personnel pénitentiaire* (adoptée par le Comité des Ministres le 12 avril 2012, lors de la 1140e réunion des Délégués des Ministres)

Résolution CM/Res(2012)3 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relative à l'*Accord partiel du Groupe de coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite des stupéfiants* (Groupe Pompidou) – Révision du budget 2012 adoptée par le Comité des Ministres le 28 mars 2012, lors de la 1138e réunion des Délégués des Ministres)

Résolution 1859 du 25/01/2012 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, *Protéger les droits humains et la dignité de la personne en tenant compte des souhaits précédemment exprimés par les patients*, 2012 - Première partie de session

II. Droit communautaire / Europarecht

(JOCE L 210 et JOCE C 237)

Droit édicté / Erlassenes Recht

2012/C 199 E/02 Gestion de la grippe H1N1, Résolution du Parlement européen du 8 mars 2011 sur l'évaluation de la gestion en 2009-2010 de la grippe H1N1 en Europe (2010/2153(INI)), p. [7](#).

2012/C 199 E/04, Réduction des inégalités dans le domaine de la santé Résolution du Parlement européen du 8 mars 2011 sur la réduction des inégalités de santé dans l'Union européenne (2010/2089(INI)), p. [25](#).

2012/C 190/01

Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 mai 2012 au 31 mai 2012 (*Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*), p. [1](#).

2012/C 190/02, Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 mai 2012 au 31 mai 2012 (*décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/EC ou de l'article 38 de la directive 2001/82/EC*), p. [12](#).

Règlement (UE) n° 378/2012 de la Commission du 3 mai 2012 concernant le refus d'autoriser certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé des enfants (1), p. [9](#).

Règlement (UE) n° 379/2012 de la Commission du 3 mai 2012 rejetant certaines allégations de santé portant sur les denrées alimentaires et ne faisant pas référence à la réduction du risque de maladie ou au développement et à la santé des enfants (1), p. [12](#).

Règlement (UE) n° 432/2012 de la Commission du 16 mai 2012 établissant une liste des allégations de santé autorisées portant sur les denrées alimentaires, autres que celles faisant référence à la réduction du risque de maladie ainsi qu'au développement et à la santé infantiles (1), p. [1](#).

2012/C 148/01. Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 avril 2012 au 30 avril 2012(*Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*), p. [1](#).

2012/C 148/02 Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 avril 2012 au 30 avril 2012(*Décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/ECou de l'article 38 de la directive 2001/82/EC*), p. [12](#).

2012/C 124/01. Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 mars 2012 au 31 mars 2012(*Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*), p. [1](#).

2012/C 124/02. Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 mars 2012 au 31 mars 2012(*décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/EC ou de l'article 38 de la directive 2001/82/EC*), p. [12](#).

2012/C 78/01. Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 janvier 2012 au 31 janvier 2012(*Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*), p. [1](#).

2012/C 78/02. Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 janvier 2012 au 31 janvier 2012(*décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/CE ou de l'article 38 de la directive 2001/82/CE*), p. [10](#).

2012/C 94/01. Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 février 2012 au 29 février 2012(*Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil*), p. [1](#).

2012/C 94/02. Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 février 2012 au 29 février 2012(*décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/ECou de l'article 38 de la directive 2001/82/EC*), p. [13](#).

Décision d'exécution de la Commission du 3 février 2012 modifiant la décision 2008/911/CE établissant une liste des substances végétales, des préparations à base de plantes et associations de celles-ci en vue de leur utilisation dans des médicaments traditionnels à base de plantes [notifiée sous le numéro C(2012) 514] (1), p. [5](#).

2012/68/UE, Décision d'exécution de la Commission du 3 février 2012 modifiant la décision 2008/911/CE établissant une liste des substances végétales, des préparations à base de plantes et associations de celles-ci en vue de leur utilisation dans des médicaments traditionnels à base de plantes [notifiée sous le numéro C(2012) 516] (1), p. [8](#).

2012/C 56/01. Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 novembre 2011 au 31 décembre 2011 (Publié en vertu de l'article 13 ou de l'article 38 du règlement (CE) n° 726/2004 du Parlement européen et du Conseil), p. [1](#).

2012/C 56/02. Résumé des décisions de l'Union européenne relatives aux autorisations de mise sur le marché des médicaments du 1 novembre 2011 au 31 décembre 2011 (décisions prises conformément à l'article 34 de la directive 2001/83/EC ou de l'article 38 de la directive 2001/82/EC), p. [26](#).

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc. /
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

2012/C 181/35, Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale» COM(2012) 48 final — 2008/0256 (COD), p. [199](#).

2012/C 181/36, Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale» COM(2012) 49 final — 2008/0255 (COD), p. [200](#).

2012/C 181/37, Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive

2001/83/CE en ce qui concerne la pharmacovigilance»*COM(2012) 52 final — 2012/0025 (COD)*, p. [201](#).

2012/C 181/38, Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 726/2004 en ce qui concerne la pharmacovigilance»*COM(2012) 51 final — 2012/0023 (COD)*, p. [202](#).

2012/C 188 E/28, Médicaments falsifiés, Résolution législative du Parlement européen du 16 février 2011 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés du point de vue de leur identité, de leur historique ou de leur source (COM(2008)0668 – C6-0513/2008 – 2008/0261(COD))

P7_TC1-COD(2008)0261, Position du Parlement européen arrêtée en première lecture le 16 février 2011 en vue de l'adoption de la directive 2011/.../UE du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, en ce qui concerne la prévention de l'introduction dans la chaîne d'approvisionnement légale de médicaments falsifiés, p. [91](#)

2012/C 136 E/07. Initiative européenne sur la maladie d'Alzheimer et les autres démences. Résolution du Parlement européen du 19 janvier 2011 sur une initiative européenne pour faire face à la maladie d'Alzheimer et aux autres démences (2010/2084(INI)), p. [35](#).

2012/C 143/30. Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition modifiée de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 726/2004, en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale, d'une part, et la pharmacovigilance, d'autre part»*COM(2011) 632 final — 2008/0255 (COD)*, p. [146](#).

2012/C 143/31. Avis du Comité économique et social européen sur la «Proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale, d'une part, et la pharmacovigilance, d'autre part»*COM(2011) 633 final — 2008/0256 (COD)*, p. [147](#).

012/C 99 E/48. Informations relatives aux médicaments (code communautaire relatif aux médicaments). Résolution législative du Parlement européen du 24 novembre 2010 sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne la diffusion auprès du public d'informations relatives aux médicaments soumis à prescription médicale, la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain (COM(2008)0663 – C6-0516/2008 – 2008/0256(COD))

P7_TC1-COD(2008)0256 Position du Parlement européen arrêtée en première lecture le 24 novembre 2010 en vue de l'adoption de la directive 2011/.../UE du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne la *mise à disposition des patients et* du public d'informations relatives aux médicaments soumis à prescription médicale, la directive 2001/83/CE instituant un code communautaire relatif aux médicaments à usage humain, p. [187](#).

2012/C 99 E/49. Informations relatives aux médicaments (procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments) Résolution législative du Parlement européen du 24 novembre 2010 sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne la diffusion auprès du public d'informations relatives aux médicaments à usage humain soumis à prescription médicale, le règlement (CE) n° 726/2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments (COM(2008)0662 – C6-0517/2008 – 2008/0255(COD))

P7_TC1-COD(2008)0255 Position du Parlement européen arrêtée en première lecture le 24 novembre 2010 en vue de l'adoption du règlement (UE) n° .../2011 du Parlement européen et du Conseil modifiant, en ce qui concerne la diffusion auprès du public d'informations relatives aux médicaments à usage humain soumis à prescription médicale, le règlement (CE) n° 726/2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments, p. [203](#).

2012/C 123/01. Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 90/385/CEE du Conseil, du 20 juin 1990, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs (1)(*Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive*), p. [1](#).

2012/C 123/02. Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 93/42/CEE du Conseil, du 14 juin 1993, relative aux dispositifs médicaux (1)(*Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive*), p. [6](#).

2012/C 123/03. Communication de la Commission dans le cadre de la mise en oeuvre de la directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro (1)(*Publication des titres et des références des normes harmonisées au titre de la directive*), p. [31](#).

Rectificatif au règlement (UE) n° 1235/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 modifiant, en ce qui concerne la pharmacovigilance des médicaments à usage humain, le règlement (CE) n° 726/2004 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance en ce qui concerne les médicaments à usage humain et à usage vétérinaire, et instituant une Agence européenne des médicaments, et le règlement (CE) n° 1394/2007 concernant les médicaments de thérapie innovante ([JO L 348 du 31.12.2010](#)), p. [138](#).

Règlement (UE) n° 712/2012 de la Commission du 3 août 2012 modifiant le règlement (CE) n° 1234/2008 concernant l'examen des modifications des termes d'une autorisation de mise sur le marché de médicaments à usage humain et de médicaments vétérinaires (1), p. [4](#).

III. Droit étranger (sélection) / Ausländisches Recht (Auswahl)

Les textes législatifs mentionnés ici représentent notamment une sélection subjective parmi la pléthore de documents recensés par l'OMS, avec l'indication des références aux recueils de lois nationaux en langue originale, sur son site Internet (continuation électronique du Recueil international de législation sanitaire), à l'adresse: <http://www.who.int/idh/rils/index.cfm>.

Droit édicté / Erlassenes Recht

(pas de notice pour la présente rubrique)

**Rapports, Recommandations, Déclarations, Propositions, etc./
Berichte, Empfehlungen, Erklärungen, Vorschläge, usw.**

Belgique / Belgium

Les recommandations du comité consultatif de bioéthique relatives aux personnes vulnérables, *Revue de droit de la santé*, n° 4, 11/12, p. 267. (Article de G. GENICOT)

France / Frankreich

MILHAUD Gérard et al., Propositions pour une réforme de l'Assurance maladie, Rapport 11-05 au nom de la Commission VIII (Assurance-maladie) *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2011, 195, nos 4 et 5, 1121-1132, séance du 17 mai 2011.

IV. Droit fédéral / Bundesrecht

Droit édicté / Erlassenes Recht

[RO/AS N° 4/2012 (24 JANVIER 2012) AU N° 31/2012 (31 JUILLET 2012)]

Accessible sur le site : <http://www.admin.ch/ch/f/as/index.html>

Code pénal suisse, du 21 décembre 1937. Modification du 30 septembre 2011 (incrimination de la mutilation d'organes génitaux féminins), en vigueur dès le 1^{er} juillet 2012, RO 2012 2575.

Loi fédérale sur l'assurance-maladie, du 18 mars 1994.

- Modification du 23 décembre 2011 (transmission des données à l'assureur), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2013, RO 2012 4085.
- Modification du 23 décembre 2011 (contrôle conventionnel du caractère économique des prestations), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2013, RO 2012 4087.

Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal), du 27 juin 1995.

- Modification du 18 janvier 2012 (composition de la Commission fédérale des médicaments), en vigueur dès le 1^{er} février 2012, RO 2012 459.
- Modification du 2 novembre 2011 (situation des assurés résidant dans un Etat membre de l'Union européenne), en vigueur dès le 1^{er} avril 2012, RO 2012 955.

- Modification du 21 mars 2012 (prix des médicaments), en vigueur dès le 1^{er} mai 2012, RO 2012 1767.
- Modification du 4 juillet 2012 (diététiciens ; transmission des données à l'assureur), en vigueur dès le 1^{er} janvier 2013, RO 2012 4089.

Ordonnance du DFI sur les prestations dans l'assurance obligatoire des soins en cas de maladie (Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins, OPAS), du 29 septembre 1995.

- Modification du 21 mars 2012 (prix des médicaments), en vigueur dès le 1^{er} mai 2012, RO 2012 1769.
- Modification du 12 juin 2012 (vaccinations et mastectomie préventive), en vigueur dès le 1^{er} juillet 2012, RO 2012 3553.

Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents, OPA), du 18 décembre 1983. Modification du 25 avril 2012 (banque de données relatives à l'exécution des prescriptions sur la sécurité au travail), en vigueur dès le 15 mai 2012, RO 2012 2405.

Ordonnance sur les émoluments de l'Institut suisse des produits thérapeutiques (Ordonnance sur les émoluments des produits thérapeutiques, OEPT), du 2 décembre 2011, en vigueur dès le 1^{er} janvier 2013, RO 2012 705.

Ordonnance concernant les infirmités congénitales (OIC), du 9 décembre 1985. Modification du 3 février 2012, en vigueur dès le 1^{er} mars 2012, RO 2012 801.

Ordonnance relative à la recherche sur les cellules souches embryonnaires (Ordonnance relative à la recherche sur les cellules souches, ORCS), du 2 février 2005. Modification du 2 mars 2012, en vigueur dès le 1^{er} avril 2012, RO 2012 1201.

Ordonnance sur l'utilisation des organismes en milieu confiné (Ordonnance sur l'utilisation confinée, OUC), du 9 mai 2012, en vigueur dès le 1^{er} juin 2012, RO 2012 2777.

Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes destinés à une transplantation (Ordonnance du DFI sur l'attribution d'organes), du 2 mai 2007. Modification du 23 mai 2012, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2012, RO 2012 3139.

Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein concernant la collaboration pour l'évaluation et la notification d'évé-

nements au titre du Règlement sanitaire international 2005 de l'Organisation mondiale de la Santé, du 2 décembre 2011, en vigueur dès le 28 mars 2012, RO 2012 1667.

Ordonnance de l'Institut suisse des produits thérapeutiques concernant l'édiction de la pharmacopée et la reconnaissance d'autres pharmacopées, du 9 novembre 2001. Modification du 9 mars 2012, en vigueur dès le 1^{er} juillet 2012, RO 2012 1479.

Messages, Rapports et Décisions Officiels / Botschaften, Amtliche Berichte und Beschlüsse

[FF/BBL N° 4/2012 (24 JANVIER 2012) AU N° 31/2012 (31 JUILLET 2012)]

Les interventions parlementaires sont publiées intégralement sur <http://www.parlement.ch/>. En outre, la Feuille fédérale est disponible à l'adresse suivante : <http://www.admin.ch/ch/f/ff/index.html>.

Message relatif à la modification de la loi sur l'assurance-maladie (Correction des primes payées entre 1996 et 2011), du 15 février 2012, et projet de modification de la LAMal, FF 2012 1707 et 1723.

Message relatif à la loi sur la surveillance de l'assurance-maladie, du 15 février 2012, et projet de loi fédérale sur la surveillance de l'assurance-maladie sociale (LSAMal), FF 2012 1725 et 1779.

Message relatif à la convention (n° 122) de l'Organisation internationale du Travail sur la politique de l'emploi, et Rapports sur la recommandation (n° 200) de l'Organisation internationale du Travail concernant le VIH et le SIDA et le monde du travail et sur la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, du 21 mars 2012, et Recommandation n° 200 concernant le VIH et le sida et le monde du travail, FF 2012 3921 et 3953.

Message relatif à l'initiative populaire «Financer l'avortement est une affaire privée – Alléger l'assurance-maladie en radiant les coûts de l'interruption de grossesse de l'assurance de base», du 9 mai 2012, et projet d'Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Financer l'avortement est une affaire privée – Alléger l'assurance-maladie en radiant les coûts de l'interruption de grossesse de

l'assurance de base» (l'Assemblée fédérale recommande le rejet de l'initiative), FF 2012 4991 et 5009.

Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire «Protection contre le tabagisme passif», du 16 mars 2012 (l'Assemblée fédérale recommande le rejet de l'initiative), FF 2012 3201.

Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «pour un climat sain», du 16 mars 2012 (l'Assemblée fédérale recommande le rejet de l'initiative), FF 2012 3197.

Initiative populaire fédérale «Pour un climat sain».

- Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «pour un climat sain», du 16 mars 2012 (l'Assemblée fédérale recommande le rejet de l'initiative), FF 2012 3197.

- Retrait conditionnel (qui a pris effet parce que le délai référendaire s'appliquant à la loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la réduction des émissions de CO₂, en tant que contre-projet indirect à l'initiative, est expiré le 13 avril 2012 sans avoir été utilisé), FF 2012 5214.

Initiative populaire fédérale «Pour la transparence de l'assurance-maladie (Halte à la confusion entre assurance de base et assurance complémentaire)». Expiration du délai. Décision de la Chancellerie fédérale du 11 avril 2012, FF 2012 3909.

Initiative populaire fédérale «Pour une caisse publique d'assurance-maladie». Aboutissement. Décision de la Chancellerie fédérale du 19 juin 2012, FF 2012 6157.

Initiative populaire fédérale «Protection de la santé contre la fumée passive - Pour une protection véritablement efficace et sans discrimination, selon les normes de l'OMS». Examen préliminaire. Décision de la Chancellerie fédérale du 5 juin 2012, FF 2012 5393.

Loi fédérale sur l'assurance-invalidité (LAI), du 19 juin 1959 (LAI). Modification du 15 juin 2012 (6e révision de l'AI, deuxième volet: prise en charge des traitements stationnaires hospitaliers), délai référendaire au 4 octobre 2012, FF 2012 5473.

V. Droit cantonal (sélection) / Kantonaales Recht (Auswahl)

(Selon les informations disponibles sur le site de l'Institut du fédéralisme <http://www.lexfind.ch/>)

Note : tous les cantons ont intégré, par exemple dans leur loi de santé, leur loi sur les hôpitaux et une multitude d'ordonnances, les changements intervenus dans la loi fédérale sur l'assurance-maladie LAMal ([RS 832.10](#)) et entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2012. Nous ne donnons ci-après qu'un choix subjectif de ces objets législatifs.

Appenzell Rhodes extérieures / Appenzell Ausserrhoden

Gesetz über den Spitalverbund Appenzell Ausserrhoden (Spitalverbundgesetz; SVARG) vom 19. September 2011

<http://www.lexfind.ch/dta/21610/2/812.11.pdf>

Argovie / Aargau

Spitalverordnung (SpiV) Vom 2. November 2011

<http://www.lexfind.ch/dta/31454/2/331.212.pdf>

Bâle-Campagne / Basel-Landschaft

Verordnung über die Übernahme der Verlustscheine in der obligatorischen Krankenpflegeversicherung vom 14. Februar 2012

<http://www.lexfind.ch/dta/20439/2/362.13.pdf>

Bâle-Ville / Basel-Stadt

Gesetz über die öffentlichen Spitäler des Kantons Basel-Stadt (Öffentliche Spitäler-Gesetz, ÖSpG) vom 16. Februar 2011

<http://www.lexfind.ch/dta/31634/2/331.100.pdf>

Verordnung über die Gebühren der Prüfung in nicht ärztlicher Alternativ- und Komplementärmedizin Vom 6. Dezember 2011

<http://www.lexfind.ch/dta/31628/2/310.180.pdf>

Fribourg / Freiburg

Loi du 4 novembre 2011 concernant le financement des hôpitaux et des maisons de naissance

<http://www.lexfind.ch/dta/31631/3/>

Ordonnance du 14 février 2012 fixant les tarifs provisoires des hôpitaux et des maisons de naissance

<http://www.lexfind.ch/dta/31659/3/>

Ordonnance du 20 décembre 2011 sur les tarifs de soins applicables pour l'année 2012 dans les établissements médico-sociaux

<http://www.lexfind.ch/dta/31598/3/>

Ordonnance du 31 janvier 2012 fixant la liste des hôpitaux et des maisons de naissance

<http://www.lexfind.ch/?cid=10>

Ordonnance du 3 avril 2012 fixant les tarifs de référence des hôpitaux et des maisons de naissance

<http://www.lexfind.ch/dta/31725/3/>

Ordonnance du 23 avril 2012 fixant le forfait journalier provisoire pour l'hospitalisation de jour en psychiatrie

<http://www.lexfind.ch/dtah/89763/3/>

Ordonnance du 8 mai 2012 fixant un forfait provisoire pour l'utilisation de l'infrastructure lors d'accouchements ambulatoires en maison de naissance

<http://www.lexfind.ch/dtah/89767/3/>

Ordonnance du 22 février 2011 fixant la part cantonale pour les soins aigus et de transition

<http://www.lexfind.ch/dtah/85886/3/>

Jura

Ordonnance sur les établissements hospitaliers du 20 mars 2012

http://www.lexfind.ch/dta/31737/3/pdf_loi_4611945.pdf

Neuchâtel / Neuenburg

Règlement provisoire d'introduction de la loi fédérale sur le nouveau régime de financement des soins du 18 janvier 2012

<http://www.lexfind.ch/dtah/87784/3/821107.pdf>

Saint-Gall / Sankt-Gallen

Gesetz über die Spitalplanung und -finanzierung vom 31. Januar 2012

<http://www.lexfind.ch/dta/31731/2/320.1.html>

Gesetz über die Psychiatrieverbunde vom 25. Januar 2011

<http://www.lexfind.ch/dta/31511/2/320.5.html>

Verordnung über den Kantonsanteil an den Abgeltungen der stationären Spitalleistungen vom 29. März 2011

<http://www.lexfind.ch/dta/31509/2/331.113.html>

Soleure / Solothurn

Verordnung über die Spitalliste (SpiVO) vom 27. September 2011

<http://www.lexfind.ch/dta/31483/2/817.116.pdf>

Valais / Wallis

Décret concernant le financement hospitalier du 15 décembre 2011

<http://www.lexfind.ch/dta/31712/3/>

Vaudt / Waadt

Loi sur le financement résiduel des soins de longue durée en EMS, (LFR-EMS) du 24 avril 2012

http://www.lexfind.ch/dtah/90130/3/doc.fo.html%3FdocId%3D932761%26Pcurrent_version%3D0%26PetatDoc%3Dvigueur%26docType%3Dloi%26page_format%3DA4_3%26isRSV%3Dtrue%26isSJL%3Dtrue%26outformat%3Dhtml%26isModifia nte%3Dfalse%26with_link%3Dtrue.html

Zurich / Zürich

Spitalplanungs- und -finanzierungsgesetz (SPFG) (vom 2. Mai 2011)

http://www.lexfind.ch/dtah/86183/2/813.20_2.5.11_75.pdf

Verordnung über die Umwandlung von Investitionsbeiträgen an Spitäler (InUV) (vom 5. Oktober 2011)

http://www.lexfind.ch/dta/31504/2/813.205_5.10.11_75.pdf

Tous ces textes sont en vigueur / Alle Texte in Kraft.

VI. Déclarations et directives éthiques et professionnelles / Ethische und berufliche Erklärungen und Richtlinien

(pas de notice pour la présente rubrique)

Jurisprudence / Rechtsprechung

I. Jurisprudence CEDH (sélection) / Rechtsprechung EMRK (Auswahl)

<http://www.echr.coe.int>

KOPETZKI Christian, Rechtsprechung: §3 Abs 1 FMedG verletzte Art 8 EMRK im Jahr nicht, *Recht der Medizin*, 2012/02, pp. 70-75.

Arrêt de la CourEDH (Grande Chambre) du 3 novembre 2011, S.H. et autres c. Autriche

La législation autrichienne interdisant le don d'ovule et le don de sperme aux fins de fécondation in vitro reste dans la marge d'appréciation à laisser au législateur national et, de ce fait, n'est pas contraire à l'article 8 CEDH.

Arrêt de la CourEDH (Grande Chambre) du 17 janvier 2012, Stanev c. Bulgarie

La détention durant sept ans en hôpital psychiatrique d'un homme faussement diagnostiqué comme schizophrène et souffrant en réalité d'addiction à l'alcool viole les articles 3 et 5 CEDH.

Arrêt de la CourEDH du 19 juillet 2012, Koch c. Allemagne

Demande d'une femme tétraplégique de se procurer une dose létale de médicaments pour lui permettre de mettre fin à ses jours. Le refus des autorités allemandes d'examiner le fond de cette demande constitue une violation du volet procédural de l'article 8 CEDH. La Cour ne se prononce en revanche pas sur le volet matériel, notant seulement que les Etats jouissent d'une importante marge d'appréciation dans ce domaine.

Ketreb c. France (requête no 38447/09)

Violation de l'article 2 (droit à la vie) de la Convention européenne des droits de l'homme, et Violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) de la Convention. L'affaire concerne le suicide en prison par pendaison d'un détenu poly-toxicomane condamné pour faits de violences avec arme. La Cour rappelle ici que l'Etat a manqué à son devoir de vigilance particulière afin de prévenir le suicide d'un prisonnier vulnérable.

G. c. France (requête no 27244/09)

Les détenus souffrant de graves troubles mentaux doivent pouvoir être placés et soignés en service hospitalier. Violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants) de la Convention européenne des droits de l'homme, et Non-violation de l'article 6 (droit à un procès équitable) de la Convention. Atteint d'une psychose chronique de type schizophrénique, le requérant, interné dans un centre hospitalier à Marseille, fut incarcéré, puis condamné à une peine de dix années de réclusion criminelle et finalement déclaré pénalement irresponsable par la cour d'assises d'appel des Bouches-du-Rhône.

Cour européenne des droits de l'homme, recueil des arrêts et décisions, 2007, IV, p. 27. L. c. Lituanie.

Non-adoption d'une législation d'application propre à permettre à un transsexuel de subir une chirurgie de conversion sexuelle complète et de faire modifier la mention de son sexe dans les documents officiels.

Medizinrecht, Volume 30, Number 6 / June 2012, p. 380. EGMR (Große Kammer), Urt. v. 3. 11. 2011 – 57813/00, S. H. u. a. ./ Österreich

Die heterologe In-vitro-Fertilisation vor der Großen Kammer des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte Österr. FMedG §§ 1, 3; EMRK Art. 8

1. Die Entscheidung eines Paares, eine Schwangerschaft durch medizinisch assistierte Fortpflanzung herbeizuführen, fällt in den Schutzbereich des Rechts auf Achtung des Privat- und Familienlebens nach Art. 8 EMRK.

2. Den Konventionsstaaten muss ein weiter Beurteilungsspielraum („margin of appreciation“) zugestanden werden, weil die In-vitro-Fertilisation sensible moralische und ethische Fragen aufwirft, die in einen Bereich rasanter medizinischer und wissenschaftlicher Entwicklungen fallen und in denen ein klarer Konsens unter den Konventionsstaaten, der auf gefestigten und langjährigen Rechtsprinzipien beruht, noch nicht besteht.

3. Die Bestimmungen des Österr.FMedG, nach denen die Eizellspende zum Zwecke künstlicher Befruchtung und die Samenspende zur künstlichen Befruchtung im Rahmen einer In-vitro-Fertilisation verboten sind, stellen keine Verletzung von Art. 8 EMRK dar, da der österreichische Gesetzgeber seinen Beurteilungsspielraum nicht überschritten hat.

4. Der Bereich der assistierten Reproduktion, der sich durch eine besonders dynamische Entwicklung in Wissenschaft und Recht auszeichnet, ist von den Konventionsstaaten unter Beobachtung zu halten. (Leitsätze der Bearbeiterin)

NJW 4/2012, p. 207. Arrêt CEDH du 03.11.11, n° 57813/00.

Verbot der In-vitro-Fertilisation mit Gameten dritter Personen.

II. Jurisprudence des juridictions communautaires (sélection) / Rechtsprechung der Gerichte der EG (Auswahl)

<http://curia.eu.int/fr/index.htm>

2012/C-185/10

«Manquement d'État – Directive 2001/83/CE – Articles 5 et 6 – Spécialités pharmaceutiques – Médicaments à usage humain – Autorisation de mise sur le marché – Réglementation d'un État membre dispensant d'une autorisation de mise sur le marché des médicaments similaires mais d'un prix inférieur à des médicaments autorisés»

2012/C 165/05, Affaire C-221/10 P: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 19 avril 2012 — Artegoda GmbH/Commission européenne, République fédérale d'Allemagne (Pourvoi — Article 288, deuxième alinéa, CE — Responsabilité non contractuelle de l'Union — Conditions — Violation suffisamment caractérisée d'une règle de droit conférant des droits aux particuliers — Décision concernant le retrait des autorisations de mise sur le marché de médicaments à usage humain contenant de l'amfépramone), p. [3](#).

2012/C 151/05. Affaire C-185/10: Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 29 mars 2012 — Commission européenne/République de Pologne (Manquement d'État — Directive 2001/83/CE — Articles 5 et 6 — Spécialités pharmaceutiques — Médicaments à usage humain — Autorisation de mise sur le marché — Réglementation d'un État membre dispensant d'une autorisation de mise sur le marché des médicaments similaires mais d'un prix inférieur à des médicaments autorisés), p. [3](#).

2012/C 126/34. Affaire T-573/10: Ordonnance du Tribunal du 8 mars 2012 — Octapharma Pharmazeutika/EMA [«Médicaments à usage humain — Modifications du dossier permanent du plasma (DPP) — Redevances dues à EMA — Acte faisant grief — Acte purement confirmatif — Irrecevabilité manifeste»], p. [17](#).

2012/C 32/10. Affaire C-125/10: Arrêt de la Cour (deuxième chambre) du 8 décembre 2011 (demande de décision préjudicielle du Bundespatentgericht — Allemagne) — Merck Sharp & Dohme Corporation (anciennement Merck & Co.)/Deutsches Patent- und Markenamt [Propriété intellectuelle et industrielle — Brevets — Règlement (CEE) n° 1768/92 — Article 13 — Certificat complémentaire de protection pour les médicaments — Possibilité de délivrer ce certificat dans le

cas où la période écoulée entre la date du dépôt de la demande du brevet de base et la date de la première autorisation de mise sur le marché dans l'Union est inférieure à cinq ans — Règlement (CE) n° 1901/2006 — Article 36 — Prorogation de la durée du certificat complémentaire de protection], p. [6](#).

2012/C 32/35. Affaire T-52/09: Arrêt du Tribunal du 14 décembre 2011 — Nycomed Danmark/EMA [«Médicaments à usage humain — Autorisation de mise sur le marché d'un médicament — Règlement (CE) n° 1901/2006 — Demande de dérogation à l'obligation de soumettre un plan d'investigation pédiatrique — Décision de rejet de l'EMA — Détournement de pouvoir»], p. [19](#).

2012/C 25/34. Affaire C-315/08: Ordonnance de la Cour (septième chambre) du 29 septembre 2011 (demande de décision préjudicielle du Consiglio di Stato — Italie) — Angelo Grisoli/Regione Lombardia (Article 104, paragraphe 3, premier alinéa, du règlement de procédure — Article 49 TFUE — Liberté d'établissement — Santé publique — Pharmacies — Proximité — Approvisionnement de la population en médicaments — Autorisation d'exploitation — Répartition territoriale des pharmacies — Distance minimale entre les officines), p. [20](#).

2012/C 25/17. Affaires C-322/10: Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 24 novembre 2011 (demandes de décision préjudicielle de la Court of Appeal (England & Wales) (Civil Division) — Royaume-Uni) — Medeva BV/Comptroller-General of Patents, Designs and Trade Marks [Médicaments à usage humain — Certificat complémentaire de protection — Règlement (CE) n° 469/2009 — Article 3 — Conditions d'obtention du certificat — Notion de «produit protégé par un brevet de base en vigueur» — Critères — Existence de critères additionnels ou différents pour un médicament comprenant plus d'un principe actif ou pour un vaccin contre plusieurs maladies («Multi-disease vaccine» ou «vaccin multivalent»)], p. [11](#).

2012/C 25/24. Affaire C-422/10: Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 24 novembre 2011 (demande de décision préjudicielle de la High Court of Justice (England & Wales), Chancery Division (Patents Court) (Royaume-Uni) — Georgetown University, University of Rochester, Loyola University of Chicago/Comptroller-General of Patents, Designs and Trade Marks [Médicaments à usage humain — Certificat complémentaire de protection — Règlement (CE) n° 469/2009 — Article 3 — Conditions d'obtention du certificat — Notion de «produit protégé par un brevet de base en vigueur» — Critères — Existence de critères additionnels ou différents pour un médicament comprenant plus d'un prin-

cipe actif ou pour un vaccin contre plusieurs maladies («Multi-disease vaccine» ou «vaccin multivalent»)], p. [15](#).

EuZW 14/2012, p. 545. EuGH 19.04.2012-C-221/10 P

Arzneimittelrecht Voraussetzungen für eine außervertragliche Haltung der Union - Rücknahme einer Arzneimittelzulassung - Artegodan GmbH (Lüchow/Deutschland)/Kommission (avec commentaire de M. Florian Schmidt)

EuGRZ, Europäische Grundrechte-Zeitschrift, 38 Jg, H. 19-21, 30. November 2011, p. 576/585. EuGH. 18.10.2011 GA u. Urteil / Rs. Brüstle.

Verwendung von menschlichen Embryonen / Grenzen der Patentierbarkeit biotechnologischer Erfindungen.

Medizinrecht, Volume 30, Number 5 / May 2012, p. 310. EuGH (Große Kammer), Urt. v. 18.10.2011 – Rs. C-34/10

Auslegung des Begriffs „menschliche Embryonen“, Richtlinie 98/44/EG Art. 6 II lit. c; PatG § 2 II 1 Nr. 3

1. Art. 6 Abs. 2 Buchst. c der Richtlinie 98/44/EG des Europäischen Parlaments und des Rates v. 6. 7. 1998 über den rechtlichen Schutz biotechnologischer Erfindungen ist wie folgt auszulegen:

– Jede menschliche Eizelle vom Stadium ihrer Befruchtung an, jede unbefruchtete menschliche Eizelle, in die ein Zellkern aus einer ausgereiften menschlichen Zelle transplantiert worden ist, und jede unbefruchtete menschliche Eizelle, die durch Parthenogenese zur Teilung und Weiterentwicklung angeregt worden ist, ist ein „menschlicher Embryo“.

– Es ist Sache des nationalen Gerichts, im Licht der technischen Entwicklung festzustellen, ob eine Stammzelle, die von einem menschlichen Embryo im Stadium der Blastozyste gewonnen wird, einen „menschlichen Embryo“ i. S. von Art. 6 Abs. 2 Buchst. c der Richtlinie 98/44 darstellt.

2. Der Ausschluss von der Patentierung nach Art. 6 Abs. 2 Buchst. c der Richtlinie 98/44, der die Verwendung menschlicher Embryonen zu industriellen oder kommerziellen Zwecken betrifft, bezieht sich auch auf die Verwendung zu Zwecken der wissenschaftlichen Forschung, und nur die Verwendung zu therapeutischen oder diagnostischen Zwecken, die auf den menschlichen Embryo zu dessen Nutzen anwendbar ist, kann Gegenstand eines Patents sein.

3. Eine Erfindung ist nach Art. 6 Abs. 2 Buchst. c der Richtlinie 98/44 von der Patentierung ausgeschlossen, wenn die technische Lehre, die Gegenstand des Patentantrags ist, die vorhergehende Zerstörung menschlicher Embryonen oder deren Verwendung als Ausgangsmaterial erfordert, in welchem Stadium auch immer die Zerstörung oder die betreffende Verwendung erfolgt, selbst wenn in der

Beschreibung der beanspruchten technischen Lehre die Verwendung menschlicher Embryonen nicht erwähnt wird.

NJW, 2/2012, p. 293. Arrêt du 18.10.11 - C-34/10.

Erfindungen unter Verwendung embryonaler Stammzellen- Patentierbarkeit.

III. Jurisprudence étrangère (sélection) / Ausländische Rechtsprechung (Auswahl)

Allemagne / Deutschland

Entscheidungen des Bundesverfassungsgerichts, Bd 128, 2011, p. 1. Urteil des Ersten Senats vom 24. November 2010 (1 BvF 2/05).

Zur Vereinbarkeit von Vorschriften des Gentechnikgesetzes mit dem Grundgesetz.

Medizinrecht, Volume 30, Number 5 / May 2012, p. 316. BGH, Urt. v. 19. 7. 2011 – VI ZR 217/10 (OLG Karlsruhe) Internationales Arzthaftungsrecht

EGBGB Art. 4, 40 Abs. 1, 41 Abs. 2 Nr. 1

a) Die Haftung des Staates und des Amtsträgers für nicht-hoheitliches Handeln unterliegt – soweit es um unerlaubte Handlungen geht – dem allgemeinen Deliktstatut.

b) Die Frage, ob eine Tätigkeit kollisionsrechtlich als hoheitlich oder nicht-hoheitlich zu qualifizieren ist, bestimmt sich grundsätzlich nach der Rechtsordnung, die die Kollisionsnorm aufgestellt hat, d. h. für nicht der Rom II-Verordnung unterliegende Fälle nach dem am Gerichtsort geltenden Recht.

c) Die Beziehungen zwischen einem deutschen Patienten und dem in einem Schweizer Spital beschäftigten und den Patienten behandelnden Arzt können auch dann, wenn zwischen ihnen kein vertragliches Rechtsverhältnis besteht, maßgeblich durch das zwischen dem Spitalträger und dem Patienten bestehende ärztliche Behandlungsverhältnis geprägt sein mit der Folge, dass gemäß Art. 41 Abs. 2 Nr. 1 EGBGB Schweizer Recht zur Anwendung kommt.

d) Im Fall der akzessorischen Anknüpfung an eine besondere Beziehung zwischen den Beteiligten gemäß Art. 41 Abs. 2 Nr. 1 EGBGB ist eine Rück- oder Weiterverweisung nach dem Sinn der Verweisung ausgeschlossen (Art. 4 Abs. 1 S. 1 Halbs. 2 EGBGB).

Medizinrecht, Volume 30, Number 2 / February 2012, p. 111, BGH, Urt. v. 7. 7. 2011 – 5 StR 561/10 (LG Berlin)

Strafbarkeit des Schönheitschirurgen

bei Versäumnis der rechtzeitigen Einweisung einer komatösen Patientin auf eine klinische Intensivstation nach ambulanten Komplikationen

StGB §§ 223, 227, 212, 13

1. Zur Strafbarkeit gemäß § 227 StGB und zum Tötungsvorsatz eines Schönheitschirurgen, der es vorübergehend unterlassen hat, seine wegen eines Aufklärungsmangels rechtswidrig operierte komatöse Patientin zur cerebralen Reanimation in ein Krankenhaus einzuweisen.

2. Die Einordnung von bedingtem Tötungsvorsatz und bewusster Fahrlässigkeit unter Bezugnahme auf das voluntative Vorsatzelement.

3. Die Abgrenzung von aktivem Tun und Unterlassen nach dem Unrechtsschwerpunkt, konkret im Unterlassen des Einleitens von gebotenen Reanimationsmaßnahmen auf einer Intensivstation im Gegensatz zum bloßen Verabreichen von kreislauffördernden Medikamenten in der Praxis. (Leitsätze 2 und 3 von den Bearbeitern)

Medizinrecht, Volume 30, Number 1 / January 2012, p. 46. OLG Köln, Urt. v. 26.

1. 2011 – 5 U 81/10 (LG Bonn)

Auskunftsanspruch bezüglich des Medikamentes Vioxx bei Herzrhythmusstörungen

BGB §§ 195, 199; AMG §§ 84, 84a

1. Die Verjährung des Auskunftsanspruchs nach § 84 a AMG beginnt erst, wenn der Kläger Tatsachen kennt oder grob fahrlässig nicht kennt, die den Schluss auf eine Ursache-Wirkung-Beziehung zwischen Arzneimittel und Schaden zulassen. Berufet sich der Kläger auf einen durch das Medikament hervorgerufenen Herzklappenschaden oder eine Herzrhythmusstörung, so genügt dafür nicht die Kenntnis von seit langem bekannten Gefahren im Hinblick auf kardiovaskuläre Erkrankungen.

2. An die Darlegung, dass ein Medikament einen bestimmten Schaden verursacht habe, sind keine überhöhten Anforderungen zu stellen. Zur Begründung eines DeutschlandAuskunftsanspruchs können keine Tatsachen verlangt werden, die einen Sachverständigenbeweis erfordern.

3. Für den Auskunftsanspruch nach § 84 a AMG ist es regelmäßig unerheblich, ob ein Medikament „bestimmungsgemäß“ angewendet wurde.

4. Für die plausible Darlegung, dass ein Medikament einen bestimmten Schaden verursacht hat, genügt das Vorliegen von Parallelerkrankungen und ein zeitlicher Zusammenhang zwischen Schadenseintritt und Arzneimittelanwendung. Der Kläger muss nicht substantiiert andere schadensgeneigte Faktoren, die gegen einen Kausalzusammenhang sprechen können, widerlegen.

Belgique / Belgien

Revue de droit de la santé, n°5, 11/12, p. 368. Cour constitutionnelle, 5 octobre 2011 (nr 146/2011).

Embryon et fœtus in vivo. Droits de l'enfant (constitution). Matériel corporel humain. Loi sur l'embryon. Loi relative à la procréation médicalement assistée. Loi sur le matériel corporel humain.

Revue de droit de la santé, n°5, 11/12, p. 387. Anvers (mis. acc.) 12 novembre 2009.

Perte d'une chance. Droit pénal. Responsabilité médicale. Lien de causalité. Coups et blessures. Pour l'application des articles 418-420 C. pén., il doit être constaté que les fautes commises par l'inculpé ont causé les coups et blessures. Par conséquent, un médecin ne peut pas être poursuivi sur la base de ces articles pour avoir négligé d'administrer des soins dont le résultat était incertain.

Il y a trop peu de charges pour conclure qu'il existe un lien causal entre la faute d'un médecin et les coûts et blessures encourus par son patient lorsqu'il est seulement constaté que le patient aurait eu une chance de se voir épargner des complications.

France / Frankreich

Revue Droit & Santé, n° 45, janvier 2012, p. 71, CAA Lyon, 22 septembre 2011, n° 10LYO1175 et 6 octobre 2011, n°10 LYO2764 (commentaire de Sophie Guigue)

Conditions de la réparation du préjudice subi par un nouveau-né.

Revue Droit & Santé, n° 45, janvier 2012, p. 93, Cass. Crim., 27 avril 2011, pourvoi n° 10-82200 (commentaire de A. Ponselle et M. Guigue)

De l'usage du secret professionnel comme unique moyen de défense pénale (secret professionnel du médecin, nature des informations couvertes par le secret, conditions de levée du secret professionnel, consentement de la victime).

Revue Droit & Santé, n° 45, janvier 2012, p. 110, Cass. Crim., 7 septembre 2011, pourvoi n° 10-83153 (commentaire de A. Gascon)

De la condamnation pour escroquerie et abus de confiance d'un pharmacien ayant facturé à la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) des produits non délivrés aux clients et réinséré des médicaments non utilisés et rapportés dans le circuit de distribution commerciale qu'il se faisait à nouveau payer auprès de la CPAM.

Revue Droit & Santé, n° 47, mai 2012, p. 389, Cass. Crim., 11 janvier 2012, pourvoi n° 10-88.908, 7332, JurisData n° 2012-000218 (commentaire de M.-F. Callu et O. Smallwood)

La mesure de la tension intraoculaire par tonomètre à air sans contact constitue un acte médical exposant l'opticien au délit d'exercice illégal de la médecine.

Revue de droit sanitaire et social RDSS, n° 3, mai-juin 2012, p. 532. Conclusions sur Conseil d'Etat, 17 février 2012, *Chiesi*, n° 332509, avec un commentaire de M. Vialettes, rapporteur public, *Précisions jurisprudentielles sur le régime des médicaments biologiques.*

Revue de droit sanitaire et social RDSS, n° 3, mai-juin 2012, p. 563. Note sous CE, 17 février 2012, *Société MAAF Assurances*, n° 334766 (publié au Lebon), C. MARLIAC, *Dans quelle mesure l'administration hospitalière peut-elle être responsable des dommages causés par un mineur dément en hospitalisation de jour ?*

Recueil Dalloz, n° 25, 28 juin 2012, p. 1617, TA Montreuil, 14 juin 2012.
Don de gamètes, pas de levée de l'anonymat en justice.

La Semaine juridique, n° 4, 23 janvier 2012, p. 72. Cass. 1^{re} civ., arrêt du 15 déc. 2011, avec des conclusions de PIERRE CHEVALIER, et une note de PIERRE SARGOS. *Responsabilité civile -Application dans le temps de la loi « anti-Perruche ».*

IV. Jurisprudence fédérale / Bundesrechtsprechung

La jurisprudence des autorités administratives de la Confédération (JAAC) est accessible en texte intégral sur internet à l'adresse suivante :

<http://www.jaac.admin.ch> et

<http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02574/index.html?lang=fr>

La jurisprudence du Tribunal fédéral est accessible à l'adresse suivante :

<http://www.bger.ch/> pour tous les arrêts publiés par le Tribunal fédéral.

Pour les arrêts concernant les assurances maladie et accident, voir aussi le site du Tribunal administratif fédéral :

<http://www.bundesverwaltungsgericht.ch/fr/index/entscheide/jurisdiction-datenbank.htm>

9C_658/2011 du 12 avril 2012

Das Bundesgericht hat sich im Urteil 9C_658/2011 mit der Frage der Versicherungspflicht in der Schweizerischen Krankenversicherung in Bezug auf eine in Deutschland wohnhafte deutsche Staatsangehörige auseinandergesetzt, welche eine Rente sowohl nach schweizerischem Recht als auch deutsches Altersruhegeld bezieht und gleichzeitig stationäre Hilfe zur Pflege nach dem zwölften Buch

des deutschen Sozialgesetzbuches (SGB XII) erhält. Die deutsche Krankenkasse lehnte die gesetzliche Krankenversicherung ab und stellte sich hierfür auf den Standpunkt, die Person habe im Wohnsitzstaat Deutschland keinen Anspruch auf Leistungen bei Krankheit, daher sei Art. 28 Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 anwendbar. Der schweizerische Krankenversicherer Helsana stellte sich jedoch auf den Standpunkt, die Versicherungspflicht richte sich nach Art. 27 Verordnung (EWG) Nr. 1408/71, weil die Person in ihrem Wohnstaat einen solchen Anspruch auf Leistungen der Krankenversicherung habe. Entsprechend sei der Wohnsitzstaat zuständig. Das Bundesgericht entschied, bei den Hilfen zur Pflege nach dem deutschem SGB XII handle es sich nicht um Leistungen der Sozialhilfe, die vom Anwendungsbereich der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 ausgeschlossen wären, sondern um Leistungen der sozialen Sicherheit. Da es sich bei den Leistungen nach SGB XII um Leistungen handle, die sich nach dem gesetzlichen Krankenversicherungsrecht richten und sie einen klaren Bezug zum Risiko Krankheit gemäss Art. 4 Verordnung (EWG) Nr. 1408/71 aufweisen, qualifizierte das Bundesgericht die Leistungen als Leistungen bei Krankheit im Sinne der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71. Entsprechend richte sich die Krankenversicherungspflicht nach Art. 27 der Verordnung (EWG) Nr. 1408/71.

Arrêt de la 2^e Cour de droit civil du 29 novembre 2011, 5A_716/2011.

Nécessité d'une expertise pour priver de liberté à des fins d'assistance une personne souffrant de troubles psychiques (art. 397e ch. 5 CC). Exigences quant à la personne de l'expert, notamment son indépendance. Le médecin-chef de la clinique dans laquelle est placé le patient ne peut pas servir comme expert.

ATF 138 III 2 – Arrêt de la 1^{ère} Cour de droit civil du 30 janvier 2012.

Le Tribunal des assurances du canton de Zurich connaît en instance cantonale unique des contestations en matière d'assurances complémentaires à l'assurance-maladie sociale. Le recours en matière civile est ainsi recevable contre ses décisions (art. 74 al. 2 let. b et 75 al. 2 let. a LTF), même si la valeur litigieuse n'atteint pas 30'000 francs.

ATF 138 IV 57 – Arrêt de la Cour de droit pénal du 7 novembre 2011.

Des compléments alimentaires doivent être qualifiés de médicaments au sens de l'art. 4 al. 1 let. a LPT lorsque, indépendamment de leur composition, ils sont présentés comme destinés à agir médicalement sur l'organisme. Le délit sanctionné par l'art. 86 al. 1 let. b LPT est réalisé quand une mise en danger concrète des êtres humains est causée notamment par la mise sur le marché ou la prescription de médicaments. Tel n'est pas le cas de la commercialisation d'un produit

sans substance active, même accompagnée du conseil de le substituer à des traitements classiques, car un tel conseil n'est pas assimilable à une prescription.

ATF 138 V 131 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 6 janvier 2012.

Conditions de la prise en charge d'une reconstruction mammaire suite à l'amputation partielle ou totale d'un sein (ATF 111 V 229). L'intervention permettant la restauration de la poitrine en redonnant au sein amputé son volume et son galbe originels - sans qu'il soit nécessaire d'opérer le sein demeuré sain pour rétablir la symétrie mammaire -, qui devrait en principe être la règle du point de vue de l'assurance obligatoire des soins, peut dans certains cas ne pas être adéquate ou ne pas répondre au but et aux exigences de la LAMal (précision de la jurisprudence).

ATF 138 V 206 – Arrêt de la 2^e Cour de droit social du 12 avril 2012.

Les prestations en cas de maladie accordées aux bénéficiaires de l'aide sociale en droit allemand contiennent aussi bien des éléments d'aide sociale que de sécurité sociale. La proximité avec les prestations de sécurité sociale l'emporte toutefois (il existe en particulier une similitude du point de vue de la prestation avec les personnes légalement assurées contre le risque de maladie en Allemagne), de sorte qu'elles doivent être comprises comme des prestations en cas de maladie. Selon l'art. 28 al. 1 du Règlement n° 1408/71, il n'existe par conséquent aucun droit à l'admission dans l'assurance-maladie obligatoire suisse en cas de droit aux prestations correspondant en Allemagne.

AJP / PJA, 3/2012, p. 404, Bundesgericht, I. Zivilabteilung, Urteil vom 4. März 2011, i.S. *Merck & Co. Inc. c. 1. Mepha Pharma AG und 2. Mepha AG*, BGer 4A_435/2010.

Patentschutz für neue Dosierungsanleitungen von Arzneimitteln. Avec un commentaire de L. FERRARI HOFER.

Arrêt du Tribunal fédéral, I^{er} Cour de droit civil, 4A_760/2011, du 23 mai 2012,

Responsabilité du médecin, transaction extrajudiciaire, reconnaissance de responsabilité, lien de causalité pas suffisamment établi en l'espèce.

JdT 2012 I p. 68. II^e Cour de droit public. X, Y et Z c. Conseil d'Etat du canton de Zurich (recours en matière de droit public), 2C_158/2012 du 20 avril 2012, non publié aux ATF.

Législation zurichoise nouvelle autorisant les médecins à vendre des médicaments; régime transitoire vainement exigé par les pharmaciens. - Art. 5 al. 3 Cst.; art. 9 Cst.

JdT 2011 I 259. Association santésuisse c. S. SA et Conseil d'Etat du Canton de Zurich, 8 septembre 2010, C-623/2009 ; ATAF 2010/51

Procédure administrative. Qualité pour recourir des tiers. Recours formé par une association dans le cadre de procédures concernant la planification hospitalière et médico-sociale. Arrêt de principe. Art. 48 al. 1 et 2 PA ; art. 53 al. 1^{er} LAMa. En tant qu'association des assureurs-maladie, santésuisse n'a qualité pour recourir contre les décisions des gouvernements cantonaux concernant la planification hospitalière et médico-sociale ni en vertu de l'art. 48 al. 1^{er} PA, ni en vertu de l'art. 48 al. 2 PA. En tant que tiers, santésuisse n'est pas spécialement atteinte par de telles décisions et aucune autre loi fédérale ne l'autorise à recourir.

Pflegerecht 02/2012, p. 111. BGE 134 I 65 = Pra 2008 Nr. 86

Keine analoge Anwendung der EL-Regeln betreffend der Anrechnung von Verzichtvermögen im Sozialhilferecht. Entsteht durch die Anrechnung eines Verzichtvermögens im Rahmen der Ergänzungsleistungsberechnung eine Sozialhilfebedürftigkeit, kann die Sozialhilfebehörde keine Reduktion der Sozialhilfeleistung im Umfang des angerechneten, aber nicht vorhandenen Verzichtvermögens vornehmen, sondern muss die Sozialhilfeleistungen uneingeschränkt erbringen.

Pflegerecht 02/2012, p. 113. Urteil des Bundesgerichts, I. zivilrechtliche Abteilung, vom 11. April 2011 (4A_679/2010)

Spitalhaftung. Zentrale Elemente des vorliegenden Bundesgerichtsentscheids zur Arzthaftpflicht sind Themen wie die ärztliche Sorgfaltspflichtverletzung, eine allfällige Dokumentationspflichtverletzung der Beschwerdegegnerin, Beweislastverteilung gemäss Art. 8 ZGB und die Befangenheit der Gutachter. Die Schnittstelle zum Pflegerecht ist gegeben. Ein einjähriges Kind musste am Herzen operiert werden. Nach der Operation blieb das Kind schwer geschädigt und pflegebedürftig. Das Bundesgericht wies im vorliegenden Urteil vom 11. April 2011 die Beschwerde ab, soweit darauf einzutreten war.

Die Praxis (Bundesgericht, EVG, EGMR), Heft (10) décembre 2010, Nr. 135, 9C_1009/2008

Begriff des Erwerbsunfähigkeit (art. 7 Abs. 2 ATSG). Bestätigung von BGE 135 V 201, wonach die Rechtsprechung gemäss BGE 130 V 352 keinen ausreichenden Grund darstellt, um – unter dem Titel der Anpassung an eine veränderte Rechtsgrundlage – auf laufende Invalidenrenten zurückzukommen (E. 6). Art. 7 abs. 2 ATSG ändert den Begriff der Erwerbsunfähigkeit nicht und bildet ebenfalls keinen hinreichenden Rückkommenstitel (E. 7).

Die Praxis (Bundesgericht, EVG, EGMR), Heft (10) décembre 2010, Nr. 135, 9C_876/2007

Leistungspflicht für rettungskosten (Art. 25 Abs. 2 lit. G KVG i.V.m Art. 27 KLV ; Art. 13 UVG i.V.m. Art. 20 UVV ; Art. 19 MVG). Die Übernahme der Kosten einer Evakuieren einer nicht verletzten Person setzt jedenfalls voraus, dass die Notsituation einen Bezug zu Elementen des Unfallbegriffs aufweist. Auf den Körper des versicherten Person muss wenigstens ein ungewöhnlicher äusserer Faktor eingewirkt haben, welcher rückblickend ohne Zweifel geeignet scheint, einen Gesundheitsschaden zu verursachen (wie ein Sturz oder ein Ausrutschen). Anders verhält es sich im Fall einer Person, die zufolge Verlustes der Orientierung oder wegen misslicher Wetterverhältnisse in Bergnot gerät (E.3.2).

Die Praxis (Bundesgericht, EVG, EGMR), Heft (10) décembre 2010, Nr. 135, 8C_563/2008

Begriff der Berufskrankheit ; Rentenanspruch bei Berufswechsel wegen einer Sensibilisierung auf schädliche Stoffe (Art. 9 Abs. 1, 18 Abs. 1 UVG). Die Sensibilisierung auf schädliche Stoffe bildet als solche eine Berufskrankheit, wenn sie ausschliesslich oder vorwiegend auf die Ausübung der beruflichen Tätigkeit zurückzuführen ist. Eine Verminderung der Erwerbsfähigkeit wegen eines im Hinblick auf diese Sensibilisierung notwendig gewordenen Berufswechsels kann einen Anspruch auf eine Rente der Unfallversicherung begründen (E.4).

Die Praxis (Bundesgericht, EVG, EGMR), Heft (10) décembre 2010, Nr. 135, 8C_911/2009

Rahmenfristen bei Erziehungszeiten (Art. 3b AVIV). Art. 3b Abs. 1 AVIV, welcher die Verlängerung der rahmenfristen für den Leistungsbezug sowie für die Beitragszeit nach einer Erziehungszeit an die Voraussetzung knüpft, dass das Kind des versicherten Person bei Wiederanmeldung oder Anmeldung bei der Arbeitslosenversicherung das 10. Altersjahr noch nicht zurückgelegt hat, ist gesetzeskonform (E. 3).

Die Praxis (Bundesgericht, EVG, EGMR), Heft (10) décembre 2010, Nr. 135, 9C_62/2009

Leistung für Behandlungen und Pflegemassnahmen, die von Organisationen des Krankenpflege und Hilfe zu Hause erbracht werden (Art. 25 Abs.2 lit.a Ziff.3 KVG ; Art.7 Abs.2 lit.b und c KVL). Begriffe der Untersuchungen und Behandlungen gemäss Art. 7 Abs.2 lit. B KVL (E.4.3), insbesondere der « Verabreichung von Medikamenten » nach Ziff.7, sowie der Grundpflege gemäss Art.7 Abs.2 lit.c Ziff.1 KLV (E.5.3), insbesondere der Hilfe beim « Essen und Trinken » sowie der Handlungen « Bewegungsübungen » (am Patienten) und « Mobilisierung » (E.2-5).

Revue de la Société des juristes bernois, Vol. 146 (2010), BGE 134 V 15
(renvoi)

Revue de la Société des juristes bernois, Vol. 146 (2010), BGE 134 V 182.
Schriftliche Zustimmung des Ehegatten ist keine Bedingung für die Zahlung von Altersleistungen im Sinne von Art. 16 al. 1 FZP nach Eintritt des Rentenalters.

Rivista ticinese di diritto, II – 2012 p. 246 n° 53, TAF 22.2.2011 N. C-781/2010
Art. 59 LPGA ; v55a LAMal. Procedura di autorizzazione a esercitare quale medico a carico dell'assicurazione malattia obbligatoria – diritto di ricorrere di medici concorrenti. Un'autorizzazione a esercitare concessa ad un medico ha un effetto diretto su altri medici concorrenti. Di conseguenza, questi ultimi hanno diritto di ricorrere contro un'autorizzazione rilasciata ad un terzo. L'interesse di chi ricorre, il cui scopo è di ottenere un'autorizzazione a esercitare a carico dell'assicurazione malattie obbligatoria, è direttamente collegato alla finalità del vecchio art. 55 LAMal.

Rivista ticinese di diritto, II – 2012 p. 287 n° 58, TF 29.4.2011 N. 9C_562/2010
Art. 34, 95 LAMal ; 36 OAMal ; 22 n. 1 lett. a) punto i) Reg. CEE 1408/71 ; 34 Reg. CEE 574/72. Intervento medico all'estero – assunzione dei costi da parte della cassa malatti – necessità di un complemento istruttorio. Il fatto che si applichino le tariffe legali del luogo di dimora implica ugualmente che il fornitore di prestazioni estero debba fornire le prestazioni nell'ambito dell'assicurazione sociale contro le malattie. Se il fornitore di prestazioni estero è un operatore privato che non dispensa cure per l'assicurazione malattie legale italiana, come sembrerebbe ritenere il Tribunale cantonale con riferimento in casu alla Casa di cura X., esso è libero in questo caso di applicare le proprie tariffe di diritto privato. In siffatta evenienza non vi è più spazio per un'assistenza reciproca ai sensi dell'art. 22 n. 1 regolamento n. 1408/71 e ritorna applicabile esclusivamente la legislazione svizzera. Il che significa che un rimborso dei costi da parte dell'assicuratore malattia svizzero può intervenire solo nell'ambito e nei limiti dell'art. 36 OAMal. Pertanto, in casu, dovesse risultare confermata – come sembrerebbe – la natura privata non convenzionata della Casa di cura X., resterebbe da accertare il sistema di fatturazione di quest'ultima nel caso di specie.

Sic ! 01/2012, Panitumumab, TFA 18.08.2011
LBI 140b I a. Lorsqu'un CCP est revendiqué pour un produit, ce dernier doit être compris dans la sphère de protection du brevet de base (consid. 2.3). PA 19; PCF 40. Il n'est possible de s'écarter d'une expertise judiciaire que lorsque les circonstances mettent sérieusement sa crédibilité en question. S'il existe des doutes sur

l'exactitude de l'expertise, il y a lieu d'ordonner une investigation complémentaire (consid. 4).LBI 51, 66 a, 140b I a. La signification d'une «composition thérapeutique» revendiquée comprenant un anticorps monoclonal (ici: Panitumumab) et une substance active antinéoplastique ne peut pas uniquement se rapporter à la substance active seule (consid. 5.1).LBI 51, 66 a, 140b I a. Lorsque la contribution à l'état de la technique de l'invention revendiquée réside dans la combinaison d'un anticorps monoclonal et d'une substance active antinéoplastique qui en améliore les effets, l'anticorps monoclonal Panitumumab seul ne constitue pas un équivalent qui serait compris dans la sphère de la protection. Le fait que les deux éléments de la «composition thérapeutique» puissent être administrés séparément selon une revendication dépendante ne change rien à la situation (consid. 5.1-5.3).

Sic ! 04/2012, Zahnartz, TF 12.12 11

LTF 95 a, 113. Lorsque le recours en matière civile est ouvert, les griefs constitutionnels, qui ressortissent également au droit fédéral, peuvent être directement invoqués dans le recours. Dans un tel cas, le recours constitutionnel subsidiaire est irrecevable (consid. 1).

CPC/X 185. Des propos tenus dans la duplique ne peuvent pas faire l'objet de la demande introduite pour atteinte à la personnalité dès lors que le dépôt de cette dernière a déjà déterminé l'objet du litige (consid. 4).

CC 28. L'ouverture d'une procédure devant une commission de conciliation et de vérification des honoraires en raison de plaintes de patients sert à examiner et le cas échéant à sanctionner les violations du code de déontologie et en tant que telle ne porte pas atteinte à la personnalité (consid. 5.3).

CO 41. La vérification des honoraires et la procédure disciplinaire ont lieu à huis clos et ne peuvent donc être propres à diminuer le revenu de la personne sous enquête. Par conséquent, le rapport de causalité adéquate nécessaire pour réclamer des dommages-intérêts fait défaut (consid. 5.4).

CO 49; CC 28a III. L'octroi d'une réparation pour tort moral exige une atteinte à la personnalité particulièrement grave. Des jugements de valeur vérifiables qui ne parviennent pas au public ne remplissent pas cette condition (consid. 5.5).

Sic ! 04/2012, Botox, TFA 17.10.12

LPT 4 II, 31; OPMéd 1 II c, 2 a, b. Selon l'impression globale qu'elle produit, la publicité pour une prestation médicale liée à l'administration d'une préparation ou d'un principe actif déterminé peut représenter une publicité pour un médicament; la publicité pour un médicament destinée au public peut également être le fait d'un tiers qui n'en est ni le producteur ni le distributeur, et ce indépendamment de l'existence d'un objectif visant à augmenter les ventes (consid. 3.2, 3.4).

LPTh 32 II a; OPMéd 1 II c, 2 a, b. Une publicité destinée au public est illicite lorsque, dans les média publicitaires de l'espace public ou sur Internet, elle exploite la notoriété d'un médicament délivré sur ordonnance ou qu'elle établit un rapport direct ou indirect avec ce dernier en vue d'une publicité en faveur d'une prestation médicale, même si le médicament en question n'est pas autorisé pour ce traitement (consid. 5.1, 5.2, 6.2.3).

LPMéd 40 d. Dans le cadre de leurs devoirs professionnels, les médecins doivent respecter les prescriptions de police sanitaire relatives à la publicité pour les médicaments (consid. 6.2.1).

LPTh 66 I, II; OPMéd 23 I, II. Vis-à-vis de tiers qui ne sont pas les détenteurs d'une autorisation, il est proportionné d'interdire une publicité illicite en prescrivant les formulations qui peuvent être employées licitement. En revanche, il est disproportionné de la part de Swissmedic de soumettre des textes informatifs à un contrôle préalable (consid. 6.2.3, 6.3.1, 6.3.3).

SJ 2012 I 275-280. Tribunal fédéral, Cour de droit pénal, 16 septembre 2011. X c. Ministère public central du canton de Vaud et Y., 6B_869/2010.

Lésions corporelle. Acte médical. Consentement éclairé du patient. Capacité de discernement. Doute sur l'état mental. Erreur sur les faits. CP 13, 122 ; CC 16.

Le consentement éclairé du patient constitue un fait objectif justifiant l'atteinte à l'intégrité physique résultant d'un acte médical. Il suppose, d'une part, une information suffisante de la part du médecin. Il faut, d'autre part, que la capacité de discernement du patient lui permette de se déterminer sur la base des informations reçues.

Délimitation par la jurisprudence des champs d'application respectifs des présomptions de capacité et d'incapacité de discernement.

Le doute éprouvé par le médecin sur l'état mental du patient ne suffit pas à renverser la présomption de capacité de discernement. Portée de l'exigence faite au médecin d'éclaircir la question de l'état mental de son patient en cas de doute. Effet quant au plan subjectif de l'infraction.

SJZ 108 (2012) N° 3, p. 67, 8C.272/2011 du 11.11.2011

L'observation par un détective mandaté par l'assurance invalidité d'une personne assurée alors qu'elle déploie une activité qui se déroule sur un balcon visible par tout un chacun ne viole ni la Constitution, ni le Code pénal.

ZBI 113/2012 p. 215. Bundesgericht, II. öffentlich-rechtliche Abteilung, 17. Juni 2011, 2C_208/2010.

Heilmittelrecht, Wirtschaftsfreiheit. Zulassungsprüfung für Generika; Schutzdauer für das Originalpräparat; Art. 12 HMG, Art. 27 BV. Nach Art. 12 Abs. 1 HMG kann

ein Zulassungsgesuch für ein Generikum (sog. Zweitanmeldung) ohne schriftliche Zustimmung des Inhabers der Zulassung für das Originalpräparat eingereicht werden, wenn die Schutzdauer für das Originalpräparat abgelaufen ist. Gemäss Art. 12 Abs. 2 HMG beträgt die Schutzdauer zehn Jahre (E. 2). Das Verfahren um Zulassung von Generika ist erst nach Ablauf der Schutzfrist durchzuführen; keine Pflicht des Schweizerischen Heilmittelinstituts als Zulassungsbehörde, auf eine Zweitanmeldung schon vor Ablauf dieser Schutzdauer einzutreten (E. 4). Kein Verstoß gegen die Wirtschaftsfreiheit des Herstellers von Generika (E. 4.9).

ZBI 113/2012 p. 194, Bundesgericht, II. öffentlich-rechtliche Abteilung, 23. September 2011, 2C_53/2009.

Gesundheitswesen, Zürich. Zulassung der ärztlichen Medikamentenabgabe (Selbstdispensation); Art. 8 und 49 BV, Art. 89 BGG, Art. 37 KVG. Legitimation von Apothekern zur Anfechtung einer die Ärzteschaft begünstigenden Norm; Neuurteilung nach dem Wechsel vom Kriterium des rechtlich geschützten Interesses (Art. 88 OG) zu jenem des schutzwürdigen Interesses gemäss Art. 89 BGG (E. 1.3). Auslegung von Art. 37 Abs. 3 Satz 2 KVG: Diese Bundesnorm setzt den Kantonen bei der Regelung der ärztlichen Selbstdispensation keine verbindlichen Schranken, sondern hält sie lediglich im Sinne einer Richtungsweisung an, die Funktion der Apotheken bei der Medikamentenversorgung mitzuberücksichtigen (E. 3, Bestätigung der Rechtsprechung). Vereinbarkeit der kantonalen Regelung mit dem Heilmittel- und dem Medizinalberufegesetz (E. 4). Vereinbarkeit mit der Wirtschaftsfreiheit und mit der Rechtsgleichheit (E. 5, Bestätigung der Rechtsprechung).

ZBI 113/2012 p. 262, Bundesgericht, II. öffentlich-rechtliche Abteilung, 9. August 2011, 2C_121/2011.

Kantonale Rechtspflege, Binnenmarktgesetz, Wirtschaftsfreiheit, Zürich, Beschränkung der Zulassung von nichtärztlichen Psychologen als gerichtliche Gutachter; Art. 8, 27, 49, 122, 123 BV; Art. 1 Abs. 3 BGBM. Die Erstattung von Gutachten im Auftrag von Gerichten oder Strafvollzugsbehörden ist eine hoheitliche Tätigkeit, welche dem Binnenmarktgesetz nicht untersteht (E. 3.3). Die Tätigkeit von Psychologen und Psychotherapeuten als gerichtliche Sachverständige fällt nicht in den Schutzbereich der Wirtschaftsfreiheit (E. 4.3).

ZBI 113/2012 p. 317, Bundesgericht, II. öffentlich-rechtliche Abteilung, 24. März 2011, 2C_864/2010.

Sozialversicherung, Rechtsgleichheit, Zürich. Pflegefinanzierung; kantonale Regelung über die Kostenbeteiligung der Leistungsbezüger; Art. 25a KVG, Art. 8 Abs. 1 und 4 BV. Grundsätzlich ist es Sache der Pflegeheimbewohner bzw. ihrer Versi-

cherer, die von ihnen verursachten Pflegekosten zu tragen. Indem Kanton und Gemeinden die Restfinanzierung übernehmen, reduzieren sie den von den Heimbewohnern zu tragenden Anteil an den Pflegekosten. Eine kantonale Regelung, nach welcher der Kanton und seine Gemeinden für Personen mit hohem Pflegeaufwand überproportional höhere Leistungen erbringen als für Personen mit geringerem Aufwand, ist mit dem Rechtsgleichheitsgebot vereinbar (E. 4.3-4.4).

V. Jurisprudence cantonale / Kantonale Rechtsprechung

Appenzell

Ausserrhodische Gerichts- und Verwaltungspraxis, 21-2009, n° 2282, p. 41.

Fürsorgerische Freiheitsentziehung. Die vorsorgliche Einweisung einer Patientin in die psychiatrische Klinik durch eine Medizinalperson kann nicht bloss gestützt auf Fremdanfragen erfolgen, sondern setzt eine persönliche Untersuchung durch die einweisende Ärztin voraus.

Bâle / Basel

BJM 2012 p. 84. Urteil des Verwaltungsgerichts vom 25.10.2010 (VD 2010.200). (Recours rejeté le 12 janvier 2011 par le TF).

Droit civil. Fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFE; Art. 297ff. ZGB); Verfahren vor Gericht: Anwaltliche Vertretung der betroffenen Person; Verhandlung, wenn diese Person urteils- und kommunikationsunfähig ist? (§ 40 VRPG; Erw. 1) Vorsorgliche Einweisung einer an Demenz Erkrankten ins Pflegeheim zur Abklärung, ob eine definitive FFE notwendig ist: Dauer eines solchen provisorischen Zwangsaufenthalts? (Erw. 2.2) Abwägen zwischen dem ärztlich formulierten Interesse der Erkrankten (Betreuung im Heim) und dem Wunsch des Ehegatten, seine Frau zuhause pflegen zu können. (Erw. 3)

BJM 2012 p. 41. Urteil des Appellationsgerichts vom 6.12.2010 (AZ 2010.2)

Droit des assurances. Partie générale des assurances sociales. Zur Schadenminderungspflicht gemäss Art. 61 Abs. 1 VVG und 21 Abs. 4 ATSG in der Krankentaggeldversicherung: Die Pflicht des Versicherten, zu einem Berufswechsel Hand zu bieten, geht bei einer längeren Arbeitsunfähigkeit weiter als bei einer kurzen (Erw. 3.4.). Zur Pflicht des Versicherers, den Versicherten zur Wiedereingliederung aufzufordern; Einräumung einer angemessenen Frist zur Vornahme des Stellenwechsels (Erw. 3.5.f.).

BJM 2011 p. 324. Urteil des Appellationsgerichts vom 10.5.2010 (DG 2009.1217). (Recours rejeté par le TF le 10 mai 2010).

Code pénal. Aufschub oder Unterbrechung des Vollzugs einer Freiheitsstrafe aus wichtigen Gründen (Art. 92 StGB): Beurteilung des Gesundheitszustandes eines 74-jährigen zu 3½ Jahren Freiheitsstrafe Verurteilten.

BJM 2011 p. 336. Urteil des Verwaltungsgerichts - Ausschuss vom 24.11.2010 (VD 2010.6).

Droit des obligations. Droit du personnel de l'Etat. Die Sperrfrist bei Krankheit (§37 PG/Art. 336c Abs. 1 lit. b OR) ist nur anwendbar, wenn die Arbeitsunfähigkeit eines Arbeitnehmers dessen Neuanstellung wegen der Ungewissheit über deren Dauer und Mass als unwahrscheinlich erscheinen lässt (Erw. 2.4). - Missbräuchlichkeit der Kündigung wegen Mobbing durch den Arbeitgeber? (Erw. 3). - Pflicht des Arbeitgebers, für den gekündigten Arbeitnehmer eine neue Stelle zu suchen? (vgl. §30 Abs. 2b PG; Erw. 4)

Berne / Bern

Jurisprudence administrative bernoise, 2012, p. 49. Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsrechtliche Abteilung) vom 13. September 2011 i.S. Einwohnergemeinde Wimmis (VGE 100.2011.96)

Ortspolizei, Bestattungs- und Friedhofswesen; Exhumierung und Umbettung eines Leichnams

1. *Die Gemeinden sind nach Art. 10a Abs. 1 Bst. c PolG in ortspolizeilichen Belangen auf dem Gebiet des Bestattungs- und Friedhofswesens autonom (E. 1.2.2). Die Regierungsstatthalterinnen und Regierungsstatthalter dürfen daher die eigene Auffassung nicht anstelle derjenigen der Gemeinde setzen, wenn die Rechtsauffassung der Gemeinde rechtlich haltbar ist (E. 3).*

2. *Grundsätze zum Bestimmungsrecht der Hinterbliebenen Angehörigen (Totensorge) bzw. zum Selbstbestimmungsrecht der verstorbenen Person (Art. 10 Abs. 2 BV) sowie zum Anspruch auf Achtung des toten menschlichen Körpers (Totenruhe; Art. 7 BV). Die Verweigerung der Exhumierung und Umbettung des Leichnams liegt im Rahmen des Entscheidungsspielraums der Gemeinde, verstösst nicht gegen übergeordnetes Recht und es liegen insbesondere keine Umstände vor, welche die Exhumierung und Umbettung ausnahmsweise rechtfertigen könnten. (E. 4)*

Police communale; réglementation des inhumations et des cimetières; exhumation et déplacement d'un corps.

1. *D'après l'art. 10a al. let. c LPol, les communes disposent d'une autonomie en matière de réglementation des inhumations et des cimetières (c. 1.2.2). Les préfets et les préfètes ne sont dès lors pas habilités à imposer leur propre point de vue face à celui de la commune, si ce dernier est juridiquement soutenable (c. 3).*

2. *Principes applicables au droit de décision des proches survivants et au droit de libre disposition de la personne défunte (art. 10 al. 2 Cst.), ainsi qu'au droit au respect du corps d'une personne défunte (paix des morts; art. 7 Cst.). Le refus d'une exhumation et du déplacement d'un corps se situe dans le cadre de la latitude de jugement de la commune et ne contrevient pas au droit de rang supérieur. En l'occurrence, on ne distingue pas non plus de circonstances particulières qui justifieraient exceptionnellement une exhumation et un déplacement du corps. (c. 4)*

Jurisprudence administrative bernoise, 2012, Urteil des Verwaltungsgerichts (Verwaltungsrechtliche Abteilung) vom 14. November 2011 i.S. X. gegen Stiftung Inselspital (VGE 100.2010.493)

Spitalhaftung; Verfahren

1. *Über Haftungsansprüche aus der Behandlung an einem öffentlichen Spital ist seit 1. Januar 2009 (Art. 104a PG i. V.m. Art. 74 ff. VRPG) nicht mehr im Klageverfahren zu entscheiden, sondern durch Verfügung des Spitalträgers, welche der Beschwerde unterliegt (E. 1.1). Die gesetzliche Verfahrensordnung ist massgebend, auch wenn die Parteien sie für unzweckmässig halten (E. 3.6).*

2. *Grundsätze der Abwicklung von Haftungsverfahren durch den als Verwaltungsbehörde im Sinn von Art. 2 Abs. 2 VRPG mit einem Schadenersatz- oder Genugtuungsbegehren befassten Spitalträger. Amtspflicht, Rechtsanwendung von Amtes wegen (Art. 20a Abs. 1 VRPG), Untersuchungsgrundsatz (Art. 18 Abs. 1 VRPG), Beweisführung (Art. 19 VRPG i.V.m. Art. 183 ff. ZPO, Art. 21 ff. VRPG), Akteneinsichtsrecht und Aktenführungspflicht (Art. 23 Abs. 1 VRPG). (E. 3.3)*

3. *Das von der Stiftung Inselspital geführte Verfahren genügt diesen Grundsätzen nicht, da sie die Verfügung auf ärztliche Stellungnahmen stützt, zu welchen sich die An Sprecherin nicht hat äussern können, und für die beweisbedürftigen medizinischen Sachverhalte unter Verweigerung des geforderten Sachverständigenbeweises einzig auf vorprozessual eingeholte Privat- bzw. Parteigutachten abstellt (E. 3.4).*

4. *Die Verfügung ist nicht nichtig. Aufhebung der Verfügung und Rückweisung der Sache an die Stiftung Inselspital zur Fortsetzung des Verfahrens. Offengelassen, ob oder unter welchen Voraussetzungen eigener medizinischer Sachverstand des Spitals das Einholen externer Gutachten ersetzen kann (Art. 183 Abs. 3 ZPO analog). (E. 3.5)*

Responsabilité des hôpitaux; procédure

1. *Depuis le 1^{er} janvier 2009, les prétentions en matière de responsabilité d'un hôpital public à la suite d'un traitement médical ne doivent plus faire l'objet d'une procédure d'action, mais d'une décision de l'organisme responsable de l'hôpital,*

qui est susceptible de recours (art. 104a LPers en corrélation avec les art. 74 ss LPJA; c. 1.1). La procédure légale est déterminante, même si les parties la considère comme inappropriée (c. 3.6).

2. Principes applicables au déroulement de la procédure en responsabilité conduite par l'organisme responsable de l'hôpital confronte a une prétention en dommages-intérêts ou en réparation du tort moral, en tant qu'autorité administrative au sens de l'art. 2 al. 2 LPJA. Devoirs de fonction, application du droit d'office (art. 20a al. 1 LPJA), principe de l'instruction d'office (art. 18 a1. 1 LPJA), administration des preuves (art. 19 LPJA en corrélation avec les art. 183 ss CPC, art. 21 ss LPJA), droit de consulter le dossier et devoir d'administrer le dossier (art. 23 al. 1 LPJA). (c. 3.3)

3. La procédure menée par la Fondation de l'hôpital de l'île ne satisfait pas à ces principes, car elle base sa décision, d'une part, sur des prises de positions des médecins sur lesquelles la personne concernée n'a pas eu l'occasion de se prononcer, et d'autre part sur des expertises effectuées sur sa demande avant la procédure en vue d'éclaircir l'état de fait sur le plan médical, en refusant de recueillir le point de vue d'experts requis (c. 3.4).

4. La décision n'est pas nulle. Annulation de la décision et renvoi de la cause à la Fondation de l'hôpital de l'île en vue de poursuivre la procédure. Question laissée ouverte de savoir si, et à quelles conditions, les connaissances médicales spécialisées internes à l'hôpital peuvent rendre superflue une expertise externe (art. 183 al. 3 CPC par analogie). (c. 3.5)

Fribourg / Freiburg

RFJ / FZR 2011, p. 177. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal, Arrêt du 2 septembre 2010 (605 2008-343) Un recours en matière de droit public a été interjeté contre cet arrêt auprès du Tribunal fédéral (9C_850/2010). [Arrêt publié, ATF 138 V 131 avec renvoi à l'instance inférieure pour instruction complémentaire.]

Assurance-maladie. Art. 1a al. 2 let. a, 24 ii 32 LAMal; art. 33 OAMal; art. 1 OPAS; Annexe I OPAS; art. 3 LPGA- Assurée qui, suite à un cancer du sein droit traité par une quadrantectomie, a demandé à sa caisse-maladie la prise en charge d'une opération de reconstruction mammaire pour son sein droit et de réduction mammaire pour son sein gauche. Refus de la caisse-maladie au motif que cette opération ne constitue pas une prestation obligatoire de l'assurance-maladie.

Krankenversicherung. Art. Ja Abs. 2 fit. a, 24 bis 32 KVG; Art. 33 KVV; Art. I KLV; Anhang I KLV; Art. 3 ATSG- Versicherte, die nach einer Brustkrebsbehandlung mittels Quadrantektomie von ihrer Krankenversicherung die Kostenübernahme einer Brustrekonstruktion betreffend ihre rechten Brust sowie einer Brustreduzie-

rung betreffend ihre linken Brust verlangt. Ablehnung durch die Krankenkasse, da es sich bei dieser Operation um keine obligatorische Leistung der Krankenversicherung handelt.

RFJ / FZR 2011, p. 182. Sozialversicherungsgerichtshof des Kantonsgerichts
Entscheid vom 31. März 2011 (605 2009-153)

Krankenversicherung. Art. 41 Abs. 3 KVG, Art. 36 Abs. 2 KW – Ausserkantonale Hospitalisation, Kapazitätsengpass als medizinischer Grund i. S. von Art. 41 KVG. Aufgrund der medizinischen Aktenlage ist unklar, ob der dringliche neurochirurgische Eingriff für den Behandlungserfolg unbedenklich und ohne Gefahr für eine irreversible neurologische Schädigung hätte über das Wochenende aufgeschoben werden

Assurance maladie.

Art. 41 al. 3 LAMal, art. 36 al. 2 OAMal. Hospitalisation hors canton, capacité d'accueil restreinte du fournisseur de soins à traiter la maladie au sens de l'art. 41 LAMal. Il ne ressort pas clairement du dossier médical que l'opération neurochirurgicale urgente aurait sans aucun doute pu être réalisée avec succès et sans risquer d'occasionner un dommage neurologique irréversible si elle avait dû être reportée l'espace d'un week-end ni si, partant, un retour afin de la réaliser dans le canton de Fribourg était réellement possible et envisageable.

RFJ / FZR 2011, p. 358. 46. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal
Arrêt du 13 octobre 2011 (605 2009-49)

Assurance-invalidité. Art. 4 al. 2, 6 a/ 2, 9 al. 3 LAI- Droit aux mesures médicales de l'AI. Conditions d'assurance pour les ressortissants étrangers de moins de vingt ans. Moment de la survenance du cas d'invalidité. Substitution de motifs. Recours de l'assureur-maladie contre le refus, par l'Office AI, de prendre en charge les frais de la psychothérapie suivie par l'assuré en 2007 et 2008. Lors de la survenance de son invalidité (apparition des premiers troubles psychiques), en 2003, l'assuré ne résidait pas en Suisse depuis une année au moins et, partant, ne satisfaisait pas aux conditions requises par l'art. 9 al. 3 let. b LAI.

Invalidenversicherung. Art. 4 Abs. 2, 6 Abs. 2, 9 Abs. 3 IVG - Recht auf medizinische

Massnahmen der IV. Versicherungsmässige Voraussetzungen für ausländische Staatsangehörige, die das 20. Altersjahr noch nicht vollendet haben. Zeitpunkt der Eintritt der Invalidität. Substitution der Begründung. Beschwerde des Krankenversicherers gegen den ablehnenden Entscheid der IV-Stelle die Kosten einer 2007 und 2008 beim Versicherten durchgeführten Psychotherapie zu übernehmen. Bei

Eintritt der Invalidität (Auftreten der ersten psychischen Beschwerden) 2003 hielt sich der Versicherte noch nicht seit mindestens einem Jahr in der Schweiz auf, womit die Voraussetzungen von Art. 9 Abs. 3 lit. b IVG nicht erfüllt sind.

RFJ / FZR 2011, p. 366. 47. Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal. Arrêt du 1^{er} septembre 2011 (605 2009-82)

Assurance-maladie. Art. 34, 95a al. 1 LAMal; art. 36 OAMal; art. 20 ALCP; art. 22 § 1 et 3, 22b, Règlement (CEE) n° 1408171 - Assurée, ressortissante française domiciliée en Suisse, qui, lors d'un séjour temporaire à Paris, souffre d'une intolérance alimentaire et se fait opérer (remplacement d'un anneau gastrique). Refus de prise en charge de l'assureur-maladie. Nécessité du traitement médical dispense en France reconnue en vertu de l'art. 22 § 1 let. a/i du règlement (CEE) n° 1408171. Question de l'urgence au sens de l'art. 36 al. 2 OAMal restée ouverte. Admission du recours et renvoi de la cause pour fixer - selon la législation et les tarifs français applicables in casu – le montant des frais médicaux au remboursement duquel l'assurée a droit.

Krankenversicherung. Art. 34, 95a Abs. 1 KVG; Art. 36 KVV; Art. 20 FZA; Art. 22 § 1. und 3, 22bis Verordnung (EWG) Nr. 1408171 - Versicherte, französische Staatsangehörige mit Wohnsitz in der Schweiz, welche anlässlich eines zeitweiligen Aufenthaltes in Paris an einer Lebensmittelunverträglichkeit leidet und sich operieren lässt (Auswechslung Magenband). Ablehnung der Kostenübernahme durch die Krankenversicherung. Das Kriterium der Notwendigkeit der in Frankreich erhalten Behandlung gemäss Art. 22 § 1 lit. a/i der Verordnung (EWG) Nr. 1408171 ist erfüllt. Frage des Notfalls gemäss Art. 36 Abs. 2 KVV offen gelassen. Gutheissung der Beschwerde und Rückweisung der Angelegenheit zur Festsetzung - gemäss der hier anwendbaren französischen Gesetzgebung und den Tarifen – der Behandlungskosten, deren Rückerstattung der Versicherten zusteht.

Neuchâtel / Neuenburg

CDP.2011.305, du 03.07.2012

Conditions de prise en charge des frais d'hospitalisation de longue durée. Cas psychiatrique. Frais et dépens en cas de témérité.

Le droit aux prestations pour un traitement stationnaire suppose la nécessité d'un traitement hospitalier. Si cette nécessité a disparu, l'assureur-maladie peut se limiter à fournir les prestations selon le tarif des établissements médico-sociaux. Cas psychiatrique chronocisé. Cas dans lequel, en matière d'assurances sociales, des frais et dépens ont été mis à la charge d'un plaideur téméraire.

Saint-Gall / Sankt-Gallen

Pflegerecht 02/2012, p. 105. Urteil des Kreisgerichts Toggenburg SG, 3. Abteilung, vom 19. September 2011 (OV.2010.15-T03ZK-BRA) (rechtskräftig)
Heimaufenthaltsvertrag – Tarifschutz Der Rückforderungsanspruch wegen zu viel bezahlter Betreuungstaxen richtet sich nach Bereicherungsrecht und verjährt innerhalb eines Jahres seit der ersten Reklamation. Keine Verletzung des Tarifschutzes durch zusätzlich zur Grundtaxe erhobene pauschale Betreuungstaxen, auch wenn der Heimbewohner keine besonderen Betreuungsleistungen beansprucht, sondern nur vom Grundangebot profitiert.

Tessin / Ticino

Rivista ticinese di diritto, II – 2011 p. 33 n° 7, TCA 15.12.2010 N. 5232.2009.2
 Art. 62 Lsc ; 62 cpv. 3 Cost. ; v19 LAI ; v 10 OAI. *Una durata di 45 minuti di logopedia per seduta è, in generale, da ritenere adeguata. Spetta all'assicurato esporre in maniera dettagliata per quali motivi una terapia consistente in sedute settimanali di 45 minuti l'una non sarebbe sufficiente ed occorrerebbero invece interventi di 60 minuti. In concreto sono dati i motivi per derogare, relativamente al periodo 15 settembre 2006-31 dicembre 2008, alla durata di 45 minuti di ogni singola seduta. La logopedista dell'assicurato – nato nel giugno 2003 -, rispondendo al TCA nel marzo 2010, ha, in effetti, evidenziato, ricalcando sostanzialmente quanto già indicato nel settembre 2006, che le competenze sociale-comunicative e simboliche del bambino si situavano a circa 18-24 mesi, che in ambito pratto-gnostico le capacità corrispondevano ad un'età di sviluppo di 30-36 mesi e che per compensare le difficoltà di coordinazione il bambino si concentrava sull'azione, motivo per cui il significato simbolico e la valenza comunicativa restavano in seconda linea. Conseguentemente l'assicurato, per il lasso di tempo 15 settembre 2006 – 31 dicembre 2008, ha diritto a un intervento logopedico di due sedute a settimana di 60 minuti ciascuna.*

Rivista ticinese di diritto, II – 2011 p. 51 n° 10, CPD 7.6.2010
 Art. 39 cpv. 3 LASP ; 67 LSan. *Distruzione della cartella clinica di un paziente delle Clinica psichiatrica. In assenza di particolari motivi di interesse pubblico, il diritto alla protezione dei dati prevale sull'esigenza di conservare la cartella clinica.*

Rivista ticinese di diritto, II – 2011 p. 301 n° 61, TCA 23.2.2011 N. 35.2010.66
 Art. 37 cpv. 2 LAINF , 21 LPGA. *Un'assicurata che, nonostante un semaforo rosso, ha proseguito la marcia con la propria automobile causando un incidente commette una negligenza grave : ha infatti trasgredito gravemente una regola elementare della circolazione stradale, anche se si volesse considerare che l'incidente fosse da ascrivere a un colpo di sonno. A ragione, l'assicuratore LAINF ha decurtato le prestazioni in contanti del 10 %.*

Rivista ticinese di diritto, II – 2011 p. 307 n° 62, TCA 22.11.2011 N. 35.2010.48
Art. 39 LAINF ; 50 cpv. 1 OAINF. Infortunio non professionale – priorità alla base della decisione LAINF – atto temerario assoluto – riduzione delle prestazioni in contanti. Costituisce un atto temerario, che giustifica la riduzione in ragione del 50 % delle prestazioni, il comportamento dell'assicurato che, spinto da uno scatto di rabbia generatosi nell'ambito di una conversazione telefonica con la fidanzata, ha colpito il vetro della porta dell'ascensore con la mano destra, causandone la frantumazione e riportando un danno alla mano.

Rivista ticinese di diritto, II – 2011 p. 745 n° 37c, II CCA 29.10.2010 N. 12.2009.126

Art. 398, 6, 394 CO. Mandato – contratto di veterinario – compensazione di pretese per violazione del dovere di informazione del medico. Il silenzio osservato dopo avere ricevuto una fattura non vale di per sé come accettazione tacita. La responsabilità contrattuale del veterinario si apparenta a quella del medico. Tuttavia, considerata la diversità degli interessi tutelati, l'obbligo di informazione del veterinario è meno esteso. Per le stesse ragioni, non si giustifica un'inversione dell'onere della prova per stabilire se il veterinario abbia correttamente adempiuto al proprio obbligo di informazione.

Thurgovie / Thurgau

Rechenschaftsbericht des Obergerichts des Kantons Thurgau an den Grossen Rat, 2011. Obergericht, 1. Abteilung, 14. Dezember 2011, SBR.2011.27. Eine dagegen erhobene Beschwerde ist beim Bundesgericht hängig (6B_75/2012) encore pendant le 24 juillet 2012].

Rauchverbot in einer nur Vereinsmitgliedern zugänglichen Bar (Art. 2 Abs. 1, 1 Abs. 1 und 2 lit. h PaRG)

Valais / Wallis

Revue valaisanne de jurisprudence, Année 2011, 5, RVJ 2011, p. 201

Mesures médicales; infirmité congénitale; coordination des prestations. Le droit aux mesures médicales en cas d'infirmités congénitales est réglementé à l'art. 13 LAI. Est réputé infirmité congénitale toute maladie présente à la naissance accomplie de l'enfant (art. 3 al. 2 LPGA). Le concours de plusieurs mesures médicales prodiguées dans un traitement hospitalier qui, prises séparément, relèvent du domaine de compétence d'une assurance distincte et qui sont certes appliquées en même temps, mais concernent des atteintes à la santé que l'on peut délimiter les une des autres, ne doit en principe pas entraîner l'application de l'art. 64 al. 3 LPGA.

Revue valaisanne de jurisprudence, Année 2011, 5, RVJ 2011, p. 207.

Assistance gratuite d'un conseil juridique, conditions d'octroi d'une pareille assistance. Dans la procédure administrative en matière d'assurances sociales, l'assistance gratuite d'un conseil juridique est accordée au demandeur lorsque les circonstances l'exigent (art. 37 al. 4 LPG). Les conditions d'octroi de l'assistance judiciaire gratuite sont en principe remplies si les conclusions ne paraissent pas vouées à l'échec, si le requérant est dans le besoin et si l'assistance d'un avocat est nécessaire ou du moins indiquée.

Zurich / Zürich

Auszug aus dem Protokoll des Regierungsrates des Kantons Zürich, Sitzung vom 6. Juni 2012

593. Krankenversicherung (Festsetzung Tarife für die Tages- und Nachtkliniken Psychiatrie)

Note de la rédaction: cette décision répond positivement aux questions concernant la compétence de fixer les tarifs et la définition d'un forfait. Le canton précise en outre qu'il s'agit d'un domaine ambulatoire et pas stationnaire, donc à la charge complète des caisses maladies.

[http://data.rrb.zh.ch/appl/rrbzhch.nsf/0/C12574C2002FAA1FC1257A02002E1CCD/\\$file/593.pdf?OpenElement](http://data.rrb.zh.ch/appl/rrbzhch.nsf/0/C12574C2002FAA1FC1257A02002E1CCD/$file/593.pdf?OpenElement)

Pflegerecht 02/2012, p. 118. Urteil des Bezirksgerichts Winterthur ZH vom 5. April 2012 (DG110036) = NZZ vom 7. April 2012, p. 21

Aussetzung eines Dementen durch Verbringung nach Indien Die Verbringung eines dementen 74-Jährigen nach Indien, wo er von zwei Männern, die nicht Deutsch verstehen, betreut wird, um monatlich Pflegekosten von CHF 9000.– zu sparen, stellt eine Aussetzung (Art. 127 StGB) dar und wird mit einer bedingten Freiheitsstrafe von 24 Monaten bestraft.

Blätter für zürcherische Rechtsprechung – 2011 p. 21 n^o 12, Kassationsgericht 6.09.2010

§ 127 StPO ZH. Formelle Anforderungen an ein (medizinisches) Gutachten – Eine nur ungefähre, übersichtsmässige Zitierweise macht ein Gutachten weder unvollständig noch ungenau oder undeutlich im Sinne von § 127 stopp, sofern einigermaßen erkennbar und überprüfbar ist, aus welchen Akten der Gutachter die zitierten Aussagen, Tatsachen oder Feststellungen annahm. Hinweise auf frühere psychische Erkrankungen des Exploranden sind vom psychiatrischen Gutachter zu beachten, und diesbezüglich angelegte Krankengeschichten, Befund- und Verlaufsgeschichte, Gutachten etc. sind von ihm soweit möglich beizuziehen. Ist dem psychiatrischen Gutachter die Existenz solcher früheren Unterlagen bekannt bzw.

werden sie ihm gegenüber erwähnt, muss er deshalb begründen, wenn er im konkreten Fall trotzdem auf deren Beizug und Studium verzichtet. Unterlässt er eine solche Begründung, ist das Gutachten unvollständig im Sinne von § 127 StPO.

Blätter für zürcherische Rechtsprechung – 2011 p. 196 n° 64, Kassationsgericht
1.11.2010

§ 127 StPO ZH – Verzicht auf die Durchführung von Explorationsgesprächen im Rahmen einer psychiatrischen Zweitbegutachtung. Das explorative Untersuchungsgespräch ist ein entscheidendes diagnostisches Instrument und bildet im Grundsatz unabdingbaren Bestandteil jeder psychiatrischen Begutachtung. Sogenannte Aktengutachten dürfen nur in Ausnahmefällen und bei Vorliegen besonderer Gründe erstellt werden. Bejahung einer Ausnahme im Rahmen einer Zweitbegutachtung.

Doctrine / Lehre

I. Doctrine internationale et étrangère (sélection) / Internationale und ausländische Lehre (Auswahl)

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

BERGOIGNAN ESPER C., La réparation pour les victimes du benfluorex : innovations, limites et incertitudes, *Revue de droit sanitaire et social*, N° 2, mars-avril 2012, p. 302.

BLOCH A., LE PALLEC S., Plaidoyer pour les gueules cassées du médicament, *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 101.

BOUVET R., LE GUEUT M., Expertise et sécurité sanitaire du médicament, *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 349.

CASSIMAN JJ. AND AL., A fair share for the orphans: ethical guidelines for a fair distribution of resources within the bounds of the 10-year-old European Orphan Drug Regulation, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p.148.

CHEMTOB CONCE M.-C., La légalité des systèmes d'incitation financière en faveur des cabinets médicaux prescrivant certains médicaments, *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 151.

DIVERS AUTEURS, Actes de la table ronde « Accès aux tests génétiques en Europe : droit et protection des utilisateurs », *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 15.

GÖTZL P., Die Vergabe von Medizinprodukten, *RdM*, 04, 2012, p. 138.

HUSSAR C., Publication de la loi n° 2011-2012 du 29 décembre 2011 relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament, *Revue Droit & Santé*, N° 46, mars 2012, p. 188.

KRAMER DB. AND AL., Regulation of Medical Devices in the United States and European Union. *New England Journal of Medicine*, 366 (2012), p. 848.

LARGENT E. A., PEARSON S. D., Which orphans will find a home ? The rule of rescue in resource allocation for rare diseases, *The Hastings center report*, vol. 42, no 2, March-April 2012, p. 27.

LAUDE A., La nouvelle régulation des produits de santé : aperçu rapide, *La Semaine juridique*, n° 6, 6 février 2012, p. 123.

LIPPERT H.-D., JÄKEL C., Die Versorgung des Rettungsdienstes mit Arznei- und Betäubungsmitteln, *Medizinrecht*, Volume 30, Number 3 / March 2012, p. 175.

MAILLOLS-PERROY A.-C., HENIN C., La prescription hors AMM : une liberté « conditionnelle » ?, *Revue générale de droit médical*, N° 41, 2011, p. 169.

PEIGNÉ J., Du Mediator aux prothèses PIP en passant par la loi du 29 décembre 2011 relative à la sécurité sanitaire des produits de santé, *Revue de droit sanitaire et social*, N° 2, mars-avril 2012, p. 315.

QUENEAU P., Sécurité du médicament et pharmacovigilance, Rapport 11-08, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2011, 195, n°6, 1369-1376, séance du 7 juin 2011.

ROUMANET L., Contractualisation des nouvelles stratégies de recherches et développement dans l'industrie pharmaceutique, *Revue des contrats*, 2012/1, p. 272.

SADELEER N. DE, Restrictions of the Sale of Pharmaceuticals and Medical Devices such as Contact Lenses over the Internet and the Free Movement of Goods, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 1, p. 3.

TIEBEN H., Arzneimittelwerbung und deren Vereinbarkeit mit der Fachinformation, *Recht der Medizin*, Ö&G, 2012/02, pp. 2-5.

Assurances sociales

CHARO RA. AND AL., Warning Contraceptive Drugs May Cause Political Headaches, *New England Journal of Medicine*, 366 (2012), p. 1361.

FONTEYN B., SLEGGERS P., La directive 2011/24/UE relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontalières: bien plus qu'une codification, *Revue européenne de droit de la consommation*, 2012, p. 61.

HUSTER S., ; RASPE H. ; SCHÖNE-SEIFERT B., Das "Morbus-Pompe"-Urteil des Schweizerischen Bundesgerichts (MedR 2012, 324) – eine Diskussion aus rechtlicher, sozialmedizinischer und medizinethischer Sicht, *Medizinrecht*, Vol. 30, Nr 5 / May 2012, p. 289-297.

- Teil 1: Anmerkung aus Sicht des deutschen Rechts, p. 289.

- Teil 2: Ein sozialmedizinischer Kommentar, p. 291

- Teil 3: Kommentar aus medizinethischer Perspektive, p. 295.

KESSLER F., L'obligation d'affiliation aux régimes des professions libérales : le long chemin vers la solidarité, *Revue de droit sanitaire et social*, N° 2, mars-avril 2012, p. 213.

NOT G., Les régimes de retraite complémentaire des professions libérales, *Revue de droit sanitaire et social*, N° 2, mars-avril 2012, p. 233.

POLLOCK A. M., PRICE D., RODERICK P., Health and Social Care Bill 2011: a legal basis for charging and providing fewer health services to people in England, *BMJ*, 2012;344:e1729, 08 March 2012.

ROULET V., L'assurance invalidité des professions libérales, *Revue de droit sanitaire et social*, N° 2, mars-avril 2012, p. 245.

SKRZYNSKI D., Retraite de base des professions libérales : le long chemin vers la solidarité, *Revue de droit sanitaire et social*, N° 2, mars-avril 2012, p. 224.

WOLLENSCHLÄGER F., Patientenmobilität in der Europäischen Union -von der Rechtsprechung des EuGH zur neuen Richtlinie 2011/24/EU über die Ausübung der Patientenrechte in der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung, *Euro-*parecht**, 2, 2012, p. 149.

Droits des patients, droit de la personnalité

AIGNER G., Datenschutz – Patientenschutz aus gesundheitspolitischer Sicht, *Recht der Medizin*, 2012/03, p. 84.

ALT-EPPING B., NAUCK F., Der Wunsch des Patienten – ein eigenständiger normativer Faktor in der klinischen Therapieentscheidung?, *Ethik in der Medizin*, Vol. 24, Nr 2 / March 2012, p. 19.

BEAUJEAN I., L'inquiétant devenir des dossiers des patients conservés par les établissements publics de santé au-delà du délai de vingt-cinq ans, *Revue Droit & Santé*, N° 45, janvier 2012, p. 36.

BENILLOUCHE M., L'examen médical en garde à vue : la consécration graduelle mais inaboutie d'une formalité substantielle N° 42, 2012, p. 363.

CHEYNET DE BEAUPRE A., Refus de soins : sens et interdits, *Revue Droit & Santé*, N° 46, mars 2012, p. 175.

CRISTOL D., Le droit à la participation dans les lois des 2 janvier et 4 mars 2002, *Revue de droit sanitaire et social RDSS*, n° 3, mai-juin 2012, p. 453.

CLUZEL-MÉTAYER L., Le droit au consentement dans les lois des 2 janvier et 4 mars 2002, *Revue de droit sanitaire et social RDSS*, n° 3, mai-juin 2012, p. 442.

DIRINGBIN S., Mutilation génitale: Garçons et filles, est-il raisonnable de faire ici la distinction? *Institut international des droits de l'enfant*, éditorial, 24 juillet 2012.
http://www.childrights.org/html/site_fr/index.php?subaction=showfull&id=1343122056

DIVERS AUTEURS, Actes du colloque « Secret médical, justice, bioéthique », *Revue générale de droit médical*, N° 43, 2012, p. 15.

DOUMENG V., De l'hospitalisation sans consentement à l'admission en soins psychiatriques... La fin de la contrainte ? (loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011), *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 375.

FRAGKOU R., Entre paternalisme médical et autonomie absolue, une autonomie du patient à géométrie variable. Les directives anticipées en droit comparé, *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 167.

GASNIER J.-P., Questions à propos du statut juridique du cadavre, *Revue de la recherche juridique droit prospectif*, 4, 2011, p. 1795.

GLASSON C., Le refus de traitement chez la personne âgée : quelle dignité pour l'homme ?, *Revue générale de droit médical*, N° 41, 2011, p. 121.

GUIGUE S., Présentation de la loi relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge, *Revue Droit & Santé*, N° 45, janvier 2012, p. 47.

HALMICH M., Kompetenzfragen der präklinischen Patientenversorgung, *RdM*, 04, 2012, p. 124.

KLETECKA Andreas et NEUMAYER Georgia, Die Grenzen der ärztlichen Aufklärungspflicht, insbesondere bei Schulimpfaktionen, *Recht der Medizin*, 2012/02, p. 44.

LOPEZ M., La loi relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques : genèse d'une réforme et incertitudes, *Revue générale de droit médical*, N° 41, 2011, p. 137.

MADANAMOOTHOO A., Termination of pregnancy under French law: from criminalization to a right in accordance with international developments on women's rights, *Medicine and Law*, 2011 Dec, 30(4), p. 535.

MERCURIO, B., "Seizing" pharmaceuticals in transit: analyzing the WTO dispute that wasn't, *International and Comparative Law Quarterly*, 61, p 389.

NUILA R. AND AL. Home: Palliation for Dying Undocumented Immigrants. *New England Journal of Medicine*, 366 (2012), p. 2047.

NYS H., The Right to Informed Choice and the Patients' Rights Directive, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 4, p. 327.

OTLOWSKI M. F.A., Tackling legal challenges posed by population biobanks: reconceptualising consent requirements, *Medical law review*, vol. 20, nr 2, spring 2012, p. 191.

QUINN P., DE HERT P., The European Patients' Rights Directive: A clarification and codification of individual rights relating to cross border healthcare and novel initia-

tives aimed at improving pan-European healthcare co-operation, *Medical Law International*, Vol. 12, 1, March 2012, p. 28.

ROMANENS J.-L., Le DMP : un dossier médical personnel encore peu partagé, *Revue Droit & Santé*, N° 47, mai 2012, p. 358.

ROUSSET G., Le droit à l'information de l'utilisateur et du patient depuis les lois des 2 janvier et 4 mars 2002, *Revue de droit sanitaire et social RDSS*, n° 3, mai-juin 2012, p. 431.

SPICKHOFF A., Die Entwicklung des Arztrechts 2011/2012, *NJW*, H. 25, 2012, p. 1773.

SPICKHOFF A., Patientenrechte und Gesetzgebung, *ZRP Zeitschrift für Rechtspolitik*, 3/2012, p. 65.

STERNBERG-LIEBEN D., REICHMANN P. C., Die gesetzliche Regelung der Patientenverfügung und das medizinische Selbstbestimmungsrecht Minderjähriger, *NJW*, 2/2012, p. 257.

Symposium : the American right to health: constitutional, statutory, and contractual healthcare rights in the United States, *American journal of law & medicine*, vol. 38, nr 2& 3, p. 243ss.

TRUOG RD, Patients and Doctors: The Evolution of a Relationship, *New England Journal of Medicine*, 366 (2012), p. 581.

VIAL F., Transsexualisme : l'irréversibilité en question, note sous Civ. 1^{re}, 7 juin 2012 [2 arrêts], *recueil Dalloz*, n° 25, 28 juin 2012, p. 1648.

VIALLA F., Sentiments, vie privée, vie affective, vie sexuelle et institution sanitaire ou médico-sociale, *Revue Droit & Santé*, N° 45, janvier 2012, p. 23.

VIALLA F., La carte temporaire de séjour pour raisons de santé ou les limites de la démocratie sanitaire (article L. 311-11 11° résultant de la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité), *Revue Droit & Santé*, N° 45, janvier 2012, p. 123.

Ethique biomédicale

AUGUSTIN C., La loi relative à la bioéthique – commentaire de la loi du 7 juillet 2011, *Revue générale de droit médical*, N° 41, 2011, p. 7.

BOULET M., L'embryon humain saisi par le droit de l'Union : quelle définition juridique pour quel statut ? A propos de l'arrêt de la CJUE du 18 octobre 2011, *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 133.

DELOBEL C., Les forces et faiblesses de la vie juridique de l'embryon dans la loi du 7 juillet 2011 relative à la bioéthique, *Revue générale de droit médical*, N° 41, 2011, p. 75.

DUGUET A.-M., Conflits d'intérêts et expertises dans le domaine de la santé : l'annulation par le Conseil d'État d'une recommandation de l'HAS, *Médecine & droit*, n° 112, 2012, p. 10.

JUNOD V., Whistleblowing dans le secteur médical : trouver l'équilibre entre des intérêts divergents, *Revue médicale suisse*, n° 339, 2 mai 2012, p. 956.

LAUDE A., Chronique: Le code de déontologie médicale enfin modifié!, *Recueil Dalloz*, n° 26, 5 juillet 2012, 1694.

LYNCH H. F., Ethical evasion or happenstance and hubris? The U.S. public health service STD inoculation study, *The Hastings center report*, vol. 42, no 2, March-April 2012, p. 30.

LINDEMANN H., The woman question in medicine : an update, *The Hastings center report*, vol. 42, no 3, May-June 2012, p. 38.

MORET-BAILLY J., RODWIN A. A., La qualification des conflits d'intérêts des médecins en France et aux Etats-Unis, *Revue de droit sanitaire et social RDSS*, n° 3, mai-juin 2012, p. 501.

MOUNEYRAT M.-H., Éthique du secret et secret médical, *Pouvoirs*, n° 97, Transparence et secret, avril 2001, p.47.

<http://www.revue-pouvoirs.fr/Ethique-du-secret-et-secret.html>

PRIEUR S., L'assouplissement des règles relatives au don et à l'utilisation des organes et produits du corps humain (loi n° 2011-814, du 7 juillet 2011, relative à la bioéthique), *Revue générale de droit médical*, N° 41, 2011, p. 213.

SAVONITTO F., Les recommandations de bonne pratique de la Haute autorité de santé, *Revue française de droit administratif rfa*, n° 3, mai-juin 2012, p. 471.

SCHWAMBERGER H., Gesundheitsberufsrechte und Ethik, *Recht der Medizin*, 2012/02, p. 60.

SLOWTHER AM. AND AL., Development of clinical ethics services in the UK: a national survey, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 210.

Euthanasie, soins palliatifs et fin de vie

FANTINI B., L'accertamento della morte e la sua storia, *Rivista per le medical humanities rMH*, vol. 6, n° 22, Maggio-Agosto 2012, p.67.

FRAGKOU R., De l'euthanasie aux soins palliatifs : la nécessité d'une réponse au-delà du strict droit positif, *Médecine & droit*, n° 114, 2012, p. 76.

HEATH I., What's wrong with assisted dying, *BMJ*, 2012;344:e3755, 29 May 2012.

HESELINK BAM. AND AL., Do guidelines on euthanasia and physician-assisted suicide in Dutch hospitals and nursing homes reflect the law ? A content analysis, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 35.

KAMISAR Y., Are the Distinctions Drawn in the Debate about End-of-Life Decision Making "Principled"? If Not, How Much Does It Matter ? *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, vol. 40:1, spring 2012, pp.66-84

NAU J.-Y., Euthanasies complémentaires au Pays-Bas, *Revue médicale suisse*, n° 332, 14 mars 2012, p. 610.

NAU J.-Y., De l'éternité et du suicide assisté, *Revue médicale suisse*, n° 347, 27 juin 2012, p. 1426.

QUILL T. E., Physicians Should "Assist in Suicide" When It Is Appropriate, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, vol. 40:1, spring 2012, pp.57-65

STRÄTLING M. W. M., Assistierter Suizid – grundsätzlich "keine ärztliche Aufgabe" ? *Medizinrecht*, Volume 30, Number 5 / May 2012, p. 283.

TALLIS R., Our professional bodies should stop opposing assisted dying, *BMJ*, 2012;344:e4115, 14 June 2012.

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

CAMPBELL M., Conscientious objection, health care and Article 9 of the European Convention on human rights, *Medical law international*, vol. 11, nr 4, December 2011, p. 284.

DELIANCOURT S., Quel contrôle exercer sur une mesure conservatoire de suspension provisoire d'activité de la médecine lorsque le praticien a refusé de se soumettre à l'expertise destinée à déterminer son état, *Revue générale de droit médical*, N° 41, 2011, p. 61.

LEJOYEUX M., Contenus de la relation médecin-malade : place des modèles psychologiques, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2011, 195, n°7, 1477-1490, séance du 4 octobre 2011.

LOEWENSTEIN G. AND AL., The Unintended Consequences of Conflict of Interest Disclosure, *Journal of American Medical Association*, 307 (2012), p. 669.

MAGELSEN M., When should conscientious objection be accepted ?, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p.18.

RIESZ T., Die Berufsankennung ausländischer Ärzte, *Recht der Medizin*, 2012/01, p. 9.

SCHWAMBERGER H., Gesundheitsberufsrechte und Ethik, *Recht der Medizin (RdM)*, 02, April 2012, p. 60.

Génétique humaine et biotechnologies

COWDEN M., 'No Harm, no Foul': A Child's Right to Know their Genetic Parents, *International journal of law, policy and the family*, vol. 26, nr 1, April 2012, p. 102.

HAUSKELLER M., reinventing cockaigne [sic]: utopian themes in transhumanist thought, *The Hastings center report*, vol. 42, no 2, March-April 2012, p. 39.

ROBERTS ISD. AND AL., Post-mortem imaging as an alternative to autopsy in the diagnosis of adult deaths : a validation study. *Lancet*, 379 (2012), p. 136.

KESSELHEIM AS. AND AL., Biomarkers Unbound – The Supreme Court's Ruling on Diagnostic-Test Patents, *New England Journal of Medicine*, 366 (2012), p. 2338.

TESKRAT F., Nouveau paysage réglementaire français dans le domaine des tissus et cellules, *Médecine & droit*, n° 112, 2012, p. 16.

UNDERWOOD J., Post-mortem imaging and autopsy: rivals or allies? *Lancet*, 379 (2012), p. 100.

VARJU M., SANDOR J., Patenting stem cells in Europe: The challenge of multiplicity in European Union law, *Common Market Law Review*, vol. 49:3, 2012, p. 1007.

Médecine légale

CHARLES A., 'Equivalence of care' in prison medicine: is equivalence of process the right measure of equity ?, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 215.

DUVAL S., La procédure disciplinaire des experts judiciaires, *Droit, déontologie & soin*, vol. 12, no 2, 2012, p. 170.

GINN S., Can incarceration be thought of as disease ?, *BMJ*, 2012;344:e2851, 19 April 2012.

JOZSEF E., Procès de l'amiante : le dol permet d'éviter la prescription, *Plaidoyer*, 2/2012, p. 20.

MANAOUIL C., BENILLOUCHE M., L'accès aux informations médicales par les autorités judiciaires, *Médecine & droit*, n° 113, 2012, p. 49.

MELLSOP GW, DIESFEL K., Psychiatric diagnoses in legal systems: an issue of validity, *Medicine and Law*, 2011 Dec;30(4), p. 517.

MISTRETTA P., Droit pénal médical, *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, n° 1, janvier – mars 2012, p. 191.

Médecine du sport

JONES DS., Olympic Medicine, *New England Journal of Medicine*, 367 (2012), p. 289.

SHUSTER S., Testing athletes, and banning those who take drugs, is unjustifiable, *BMJ*, 2012;344:e3521, 22 May 2012.

WEBBORN N. AND AL., Paralympic medicine, *Lancet*, 380 (2012), p. 65.

Mesures médicales spéciales

LARRALDE J.M., La Cour européenne des droits de l'homme et le droit à l'avortement : entre avancées prudentes et conservatisme assumé (Cour européenne des droits de l'homme, R.R. c. Pologne, 26 mai 2011), *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, N° 91, juillet 2012, p. 609.

McHALE J.V. AND AL., Privacy, confidentiality and abortion statistics: a question of public interest ?, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 31.

SEDGH G. AND AL., Induced abortion: incidence and trends worldwide from 1995 to 2008, *Lancet*, 379 (2012), p. 625.

TESKRAT F., Nouveau paysage réglementaire français dans le domaine des tissus et cellules, *Médecine & droit*, n° 112, 2012, p. 16.

WINSTOCK A. R., LUKE MITCHESON L., New recreational drugs and the primary care approach to patients who use them, *BMJ*, 2012;344:e288, 15 February 2012.

Nouvelles techniques de l'information et santé

BREGER T., Sécurité et droits des patients : approche des fondements juridiques de l'identito-vigilance *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 201.

GREITER M., Elektronisches Patientendossier: Wollen Patienten mehr Verantwortung übernehmen ?, *GPI [gesundheitspolitische Informationen]*, 2/Juni 2012, p. 6.

MACIOTTI M., Reshaping Informed Consent in the Biobanking Context, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 3, p. 271.

Personnes âgées et santé

DE KLERK, C. M., Protection of Incapacitated Elderly in Medical Research, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 4, p. 367.

DUGUET AM, BOYER-BEVIERE B., Consent to medical research of vulnerable subjects from the French point of view: the example of consent in research in the case of Alzheimer disease, *Medicine and Law*. 2011 Dec;30(4):613.

GOFFIN T., Advance Directives as an Instrument in an Ageing Europe, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 2, p. 121.

GRUENWALD D. A., Can Health Care Relationing Ever Be Rational?, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, vol. 40:1, spring 2012, p.17.

HOPKINS TANNE J., Alzheimer's researchers face trial for scientific fraud and defrauding US government, *BMJ*, 2012;344:e3608, 22 May 2012.

LEMMENS C., End-of-Life Decisions and Demented Patients: What to Do if the Patient's Current and Past Wishes Are in Conflict with Each Other?, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 2, p. 177.

Procréation médicalement assistée

BYK C., Les droits procréatifs et le renversement de la dynamique des droits de l'homme, *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 331.

DAVID G., A propos du diagnostic pré-implantatoire, un retour sur le statut de l'embryon, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2011 195, nos 4 et 5, 1037-1042, séance du 24 mai 2011.

EGGERMONT M., The Choice of Child Delivery Is a European Human Right, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 3, p. 257.

FRISTER H., LEBMANN M. C., Die gesetzliche Regelung der Präimplantationsdiagnostik, *Juristen Zeitung*, 13, 6. Juli 2012, p. 659.

FUCHS M., Reshaping Human Intelligence: The Debate about Genetic Enhancement of Cognitive Functions, *Human Reproduction and Genetic Ethic*, Vol. 16, No 2, 2010, p. 165.

HAUCKE K., DIPPONG N., Legitimationsprobleme moderner Geburtsmedizin, *Ethik in der Medizin*, Volume 24, Number 2 / March 2012, p. 43.

VAN HOOF W., PENNINGS G., Extraterritorial Laws for Cross-Border Reproductive Care: The Issue of Legal Diversity, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 2, p. 187.

WEILERT A. K., Heterologe In-vitro-Fertilisation als europäisches Menschenrecht? Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte im Falle S.H. u.a. gegen Österreich, *Medizinrecht*, Volume 30, Number 6 / June 2012, p. 355.

ZAMPAS C., ANDIÓN-IBAÑEZ X., Conscientious Objection to Sexual and Reproductive Health Services: International Human Rights Standards and European Law and Practice, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 3, p. 231.

Recherche biomédicale

DANGATA YY., The role of consent in medical research: breaking or building walls? A call for legislative reform, *Medicine and Law*, 2011 Dec;30(4), p. 477.

DANTAS E., When consent is not enough: the construction and development of the modern concept of autonomy, *Medicine and Law*, 2011 Dec;30(4), p. 461.

HARMON S. HE, CAULFIELD T., JOLY Y., Commercialization versus open science: Making sense of the message(s) in the bottle, *Medical Law International*, vol. 12, no 1, March 2012, p. 3.

HEISSENBERGER W., Entnahme von Zellen und Geweben einer Fehl- oder Totgeburt, *Recht der Medizin*, 2012/02, pp. 67-68.

LEMMENS T. & TELFER C., Access to information and the right to health: the human rights case for clinical trials transparency, *American journal of law & medicine*, vol. 38, nr 1, 2012, p. 63.

LIPSMAN N. AND AL., Informed consent for clinical trials of deep brain stimulation in psychiatric disease: challenges and implications for trial design, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 107.

MACHTS F., Legal Protection of Biotechnological Inventions : Patentability of Extraction of Precursor Cells from Human Embryonic Stem Cells (ECJ), *German yearbook of international law*, vol. 54, 2011, p. 713.

MASTER Z., CROZIER G. K. D., The Ethics of Moral Compromise for Stem Cell Research Policy, *Health Care Analysis*, Volume 20, Number 1 / March 2012, p. 50.

PIKE E. R., Recovering from research: a no-fault proposal to compensate injured research participants, *American journal of law & medicine*, vol. 38, nr 1, 2012, p. 7.

SANDOR J. AND AL., The case of biobank with the law: between a legal and scientific fiction. *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 347.

STARCK C., Patentierungsverbot für die Verwendung menschlicher Embryonen, *Juristen Zeitung*, 3, 3. Februar 2012, p. 142.

Responsabilité médicale

AUTEM D., La responsabilité civile du fait d'autrui à l'épreuve de la réforme de la protection de l'enfance, *Revue de droit sanitaire et social*, N° 1, janvier-février 2012, p. 134.

BADIANE DEVERS K., Une décision de justice pas à pas: faute dans la surveillance postopératoire, *Droit, déontologie & soin*, vol. 12, n° 1, 2012, p. 17.

BARNHILL A., Clinical use of placebos: still the physician's prerogative ?, *The Hastings center report*, vol. 42, n° 3, May-June, 2012, p. 29.

CORGAS-BERNARD C., Chronique de responsabilité civile médicale, *Médecine & droit*, n° 113, 2012, p. 29.

DANTAS E., Le manquement contractuel dans le cadre des services médicaux. Une analyse selon la législation brésilienne et portugaise, *Revue générale de droit médical*, N° 41, 2011, p. 41.

DEUTSCH E., Deutsche Sonderwege zur Arzthaftung, *NJW*, 28/2012, p. 2009.

GACHOT B., MEMETEAU G., Le concept de perte de chance en responsabilité médicale : des réalités scientifiques à la perlaboration juridique, *Revue générale de droit médical*, N° 41, 2011, p. 103.

GRARE O., Préjudice autonome en cas de méconnaissance par le médecin de son devoir d'information : début d'une saga juridique, *Revue Droit & Santé*, N° 47, mai 2012, p. 343.

HART D., Patientensicherheit, Fehlermanagement, Arzthaftungsrecht – zugleich ein Beitrag zur rechtlichen Bedeutung von Empfehlungen, *Medizinrecht*, Volume 30, Number 1 / January 2012, p. 1.

HAUSCH A., Nur ein Diagnoseirrtum? Oder doch eine unterlassene Befunderhebung? zugleich eine Anmerkung zum Urteil des BGH vom 7.6.2011 – VI ZR 87/10 –, MedR 2012, 249, *Medizinrecht*, Volume 30, Number 4 / April 2012, p. 231.

HOFFMAN S. J., SOSSIN L., Empirically evaluating the impact of adjudicative tribunals in the health sector: context, challenges and opportunities, *Health Economics, Policy and Law*, April 2012, 7, p. 147.

HUREAU J. et CHOUARD C.-H., Compétence scientifique et technique de l'expert et qualité de l'expertise en responsabilité médicale, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2011, 195, n°7, 1729-1732, séance du 18 octobre 2011.

LEVINE A. D., WOLF L. E., The Roles and Responsibilities of Physicians in Patients' Decisions about Unproven Stem Cell Therapies, *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, vol. 40:1, spring 2012, p.122.

LIERMAN S., Solidarité en matière d'accidents médicaux, bientôt un fait, *Revue de droit de la santé*, n° 4, 11/12, p. 264.

SAUVAGE N., Perte de chance de survie et responsabilité civile médicale, *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 237.

STERNBERG-LIEBEN D., REICHMANN P. C., Zur Vorsatzstrafbarkeit eines Schönheitschirurgen nach gravierendem Fehlverhalten, *Medizinrecht*, Volume 30, Number 2 / February 2012, p. 97.

Santé mentale et psychique

COUTURIER M., La réforme des soins psychiatriques sans consentement : de la psychiatrie disciplinaire à la psychiatrie de contrôle, *Revue de droit sanitaire et social*, N° 1, janvier-février 2012, p. 97.

GILLICK MURIEL R., Doing the Right Thing: A Geriatrician's Perspective on Medical Care for the Person with Advanced Dementia , *The Journal of Law, Medicine & Ethics*, vol. 40:1, spring 2012, p.51.

RAPOSO V. L., To Act or Not to Act, That Is the Question: Informed Consent in a Criminal Perspective, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 4, p. 379.

TOVINO S. A., A proposal for comprehensive and specific essential mental health and substance use disorder benefits, *American journal of law & medicine*, vol. 38, nr 2& 3, p. 471.

SIDA, lutte contre les épidémies

BÉGUÉ P., La rougeole : actualité de l'épidémie en France, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2011, 195, n°6, 1377-1379, séance du 7 juin 2011.

LONDON L. AND AL., Ethics, human rights and HIV vaccine trials in low-income settings, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 286.

MONTASTRUC J.-L., RÉSEAU FRANÇAIS DES CENTRES RÉGIONAUX DE PHARMACOVIGILANCE, Bilan du suivi de PharmacoVigilance des vaccins contre la grippe A(H1N1) durant la campagne 2009-2010 en France, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2011, 195, n°6, 1309-1317, séance du 21 juin 2011.

MOSZYNSKI P., Global war on drugs is a major factor driving HIV pandemic, report warns, *BMJ*, 2012;345:e4521, 02 July 2012.

ROEHR B., Legal changes are crucial to fight HIV, says new report, *BMJ*, 2012;345:e4687, 09 July 2012.

Système de santé, politique de la santé

BERTRAND D., Education thérapeutique du patient en France, *Bulletin de l'Académie Nationale de Médecine*, 2011, 195, n°7, 1491-1505, séance du 4 octobre 2011.

BIELITZ A., Die Verpflichtung niedergelassener Ärzte zur Teilnahme am allgemeinen ärztlichen Notfalldienst, *NJW*, 18, 2012, p. 1257.

COHEN N., Informal payments for health care: the phenomenon and its context, *Health Economics, Policy and Law* (2012), 7, p. 285.

DE LA ROSA S., The Directive on cross-border healthcare or the art of codifying complex case law, *Common Market Law Review*, vol. 49 :1, 2012, p. 15.

DEVERS G., Proposition pour une nouvelle politique de lutte contre le tabac: le rapport Bur, *Droit, déontologie & soin*, vol. 12, no 2, (2012), p. 184

DIXON A., POTELIAKHOFF E., Back to the future: 10 years of European health reforms, *Health Economics, Policy and Law*, January 2012, 7, p. 1.

FRAYSSINET M.-H., La spécialisation des compétences ou la difficile articulation de l'intervention des acteurs : la place des collectivités territoriales dans le secteur de la santé, *Revue de la recherche juridique droit prospectif*, 4, 2011, p. 1975.

GILBERT R. AND AL., Child maltreatment: variation in trends and policies in six developed countries. *Lancet*, 379 (2012), p. 758.

HAMA K., THIAM S., Le droit africain de la santé : La déclinaison du droit à la santé en obligations de moyens à l'égard des Etats particulièrement en Afrique de l'Ouest, *Revue générale de droit médical*, N° 42, 2012, p. 367.

HOOPER C. AND AL., Liberty of death; don't tread on me, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 338.

MAURY S., Réhabiliter les soins de proximité ?, *Revue de droit sanitaire et social*, N° 1, janvier-février 2012, p. 84.

PEETERS M., Free Movement of Patients: Directive 2011/24 on the Application of Patients' Rights in Cross-Border Healthcare, *European Journal of Health Law*, vol. 19, no 1, p. 29.

NAU J.-Y., Les moteurs Diesel sont *vraiment* cancérigènes, *Revue médicale suisse*, n° 347, 27 juin 2012, p. 1431.

ODUNCU F. S., Verteilungsgerechtigkeit, Rationierung und Priorisierung – das Gesundheitswesen im Spannungsfeld zwischen Medizin, Ökonomie, Ethik und Recht, *Medizinrecht*, Volume 30, Number 6 / June 2012, p. 359.

ORENTLICHER D., Rights to healthcare in the United States, *American journal of law & medicine*, vol. 38, nr 2& 3, p. 326.

PRÜTZ F., Was ist Qualität im Gesundheitswesen ?, *Ethik in der Medizin*, Volume 24, Number 2 / June 2012, p. 105.

SALTMAN R. B., The role of comparative health studies for policy learning, *Health Economics, Policy and Law*, January 2012, 7, p. 11.

SHAH K. K., COOKSON R., CULYER A. J. AND LITTLEJOHNS P., NICE's social value judgements about equity in health and health care, *Health Economics, Policy and Law*, (FirstView Article May 2012), p. 1-21.

THIONGANE B., Le droit africain de la santé : De l'applicabilité d'un droit à la santé, *Revue générale de droit médical*, N° 41, 2011, p. 347.

VOIGT K., Incentives, health promotion and equality, *Health Economics, Policy and Law*, Volume 7, Issue 03, July 2012, p. 263.

WRANIK D., Healthcare policy tools as determinants of health-system efficiency: evidence from the OECD, *Health Economics, Policy and Law*, April 2012, 7, p. 197.

Transplantations

CHAMBERLAIN K. ET AL., Donor identification and consent for deceased organ donation: summary of NICE guidance, *BMJ*, 2012;344:e341, 12 January 2012.

HEISSENBERGER W., Entnahme von Zellen und Geweben einer Fehl-/Totgeburt, *Recht der Medizin (RdM)*, 02, April 2012, p. 67.

KLEIN M., Organhandel und Menschenhandel zum Zwecke der Organentnahme im österreichischen Strafrecht, *RdM*, 04, 2012, p. 135.

LENK C. AND AL., Is the commercialisation of human tissue and body material forbidden in the countries of the European Union, *Journal of Medical Ethics*, 38 (2012), p. 342.

PESQUIDOUX O. DE, ROY L., De la fin de vie au prélèvement d'organes : reconnaître les soins translatifs, *Revue de droit sanitaire et social*, N° 2, mars-avril 2012, p. 280.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

Handicap et diagnostic à l'aube de la vie : espoir ou dérive ? : Regards croisés sur le diagnostic préimplantatoire, sous la dir. De Ch. JOYE, Chêne-Bourg, Médecine & Hygiène, 2012.

The nanotechnology challenge : creating legal institutions for uncertain risks, ed. By DAVID A. DANA, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

Organ shortage : ethics, law and pragmatism, ed. by ANNE-MAREE FARRELL... [et al.], Cambridge [etc.], Cambridge Univ. Pr., 2011.

La révision des lois de bioéthique : loi n. 2011-814 du 7 juillet 2011, sous la dir. de Virginie Larribau-Terneyre... [et al.], Paris, L'Harmattan, 2011.

Voir aussi les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :

<http://www2.unine.ch/files/content/sites/bibliotheque/files/shared/rssna/droitsante.xml>

II. Doctrine suisse / Schweizerische Lehre

(cette liste est établie à partir de sources diverses; les modes de citation peuvent dès lors varier)

Articles / Aufsätze

Agents thérapeutiques, dispositifs médicaux

MIZEL C., PLAUT O., Conduite sous l'influence de stupéfiants. Genèse du système suisse, spécificités pharmacologiques, éléments objectif et subjectif de l'infraction, *AJP / PJA*, 2/2012, p. 187.

SEILER B., FRIES R., HONEGGER H., Évaluation du bénéfice des médicaments hors étiquette, *BMS*, n° 19, 2012, p. 723.

<http://www.saez.ch/docs/SAEZ/2012/19/fr/BMS-00406.pdf>

Assurances sociales

BECK P., Procès en matière de recours laborieux, mais nécessaires, *Sécurité sociale CHSS*, 3/2012, p. 141.

BITTEL T., Processus de recours et procédures judiciaires: rentabilité et statistiques, *Sécurité sociale CHSS*, 3/2012, p. 144.

DEPLAZES B., Aide financière de l'A VS et des PC dans le domaine des soins prodigués aux proches, *Sécurité sociale CHSS*, 1/2012, p. 21

EGGLI Y. ET AL., Indicateurs de santé dans le domaine ambulatoire, *Sécurité sociale*, 2011, no 3, p. 151.

FIGUREK K., SZIRAKY E. A., Questions choisies liées à la subrogation, *Sécurité sociale CHSS*, 3/2012, p. 157.

HARTMANN R., Des entreprises sociales pour les personnes handicapées?, *Sécurité sociale*, 2011, no 3, p. 113.

JAGGI M., Le Parlement a décidé : tous les indépendants de Suisse auront droit aux allocations familiales, *Sécurité sociale*, 2011, no 3, p. 136.

KAHIL-WOLFF B., L'expertise dans la procédure relative aux prestations de l'assurance-invalidité (note au sujet de l'ATF 137 V 210), *JdT*, 2011 I, p. 215.

KAHIL-WOLFF B., Droit des assurances sociales, *JdT*, 2012 I p. 39.

KIESER U., Checklisten für die Auswirkungen von Stellenwechsel und Entlassung auf die einzelnen Sozialversicherungszweige, *Recht*, 01/2012, p. 10.

KRADOLFER M., Soziale Sicherheit zwischen "Verrechtlichung" und Fortentwicklung: die Rechtsprechung des EGMR zum Leistungsabbau im Sozialversicherungsrecht, *Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Verwaltungsrecht ZBl*, 113/2012 p. 53.

LÂAMIR M., Les prestations de l'AI en faveur des proches qui fournissent des prestations de soins, *Sécurité sociale CHSS*, 1/2012, p. 23.

MATTHEY V., Expertises médicales dans l'AI: Qualité, indépendance et procédure équitable, *Courrier du médecin vaudois*, n° 3, mai 2012, p. 15.

SCHLANSER R., Qui utilise les crèches en Suisse ?, *Sécurité sociale*, 2011, no 3, p. 139.

SCHMID M., Actions récursoires: le point de vue de l'avocat, *Sécurité sociale CHSS*, 3/2012, p. 152.

STALDER F., SCHWARZ H., Exemples de procès choisis, *Sécurité sociale CHSS*, 3/2012, p. 148.

Droits des patients, droit de la personnalité

BEYELER R., Protection des données limitée lors d'aide sociale, *Plaidoyer*, 3/2012, p. 15.

EPINEY-COLOMBO E., Molestie persecutorie (stalking) : che protezone offre il diritto svizzero ?, *Rivista ticinese di diritto*, II – 2011 p. 819.

Ethique biomédicale

AMSTAD H., REINHART W., Révision des directives «Collaboration corps médical-industrie», *BMS*, n° 27-28, 2012, p. 1049.

<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/2728/fr/BMS-00723.pdf>

ASSM / SAMW, Recommandations relatives au soutien éthique en médecine, *BMS*, n° 26, p. 995.

<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/26/fr/BMS-00643.pdf>

Dossier sur l'expérimentation animale, *Bioethica forum*, vol. 5, n° 1, 2012.

FEHLBAUM P., MUND C., HANSMANN Renée, Keine Patentierbarkeit der Verwendung von menschlichen embryonalen Stammzellen zu industriellen oder kommerziellen Zwecken. *Sic !*, N°1, janvier 2012.

MARTIN J., Dimensions de l'objection de conscience : commentaire de positions différentes des deux côtés de l'Atlantique, *Bioethica forum*, vol. 5, n° 1, 2012, p. 36.

MATTHEY V., Secret professionnel : consentement du patient dans le cadre de communications entre médecins, *Courrier du médecin vaudois*, n° 1, février 2012, p. 15.

Euthanasie, soins palliatifs et fin de vie

KUNZ R., Désir de vivre et désir de mourir en cas de maladie incurable, *BMS*, n° 18, 2012, p. 669.

<http://www.saez.ch/docs/SAEZ/2012/18/fr/BMS-00511.pdf>

Exercice des professions de la santé, politique professionnelle

GAMMENTHALER N., Anerkennung von Pflegefachdiplomen, *Pflegerecht*, 01/2012, p. 28.

MATTHEY DI SPIRITO V., «Objectivité» et «vérité» requises dans la publicité médicale, *Courrier du médecin vaudois*, n° 4, juin-juillet 2012, p. 13.

PÄRLI K., Rechtsfragen der Beschäftigung ausländischen Pflegepersonals, *Pflegerecht*, 02/2012, p. 91.

Génétique humaine et biotechnologies

(pas de notice pour la présente rubrique)

Médecine légale

PETER O., Enquête effective en cas de mauvais traitements sur une personne en détention, *Plaidoyer*, 2/2012, p. 41.

SPRUMONT D., L'indépendance de la médecine en prison : petit épilogue de l'affaire Rappaz, *Revue médicale suisse*, n° 332, 14 mars 2012, p. 607.

VIREDAZ B., De quelques problèmes pratiques liés à l'exécution des internements, *Plaidoyer*, 3/2012, p. 11.

VUILLE J., «L'ADN, c'est la signature de Dieu»: ce que la justice pénale dit de la preuve génétique, *Revue suisse de criminologie* 2012 n°1, p. 3.

Médecine du sport

JUCKER B., Schutz des sportlichen Wettbewerbs durch das Lauterkeitsrecht am Beispiel des Dopingmissbrauchs, *Recht*, 2-3/2012, p. 56

Mesures médicales spéciales

(pas de notice pour la présente rubrique)

Nouvelles techniques de l'information et santé

HÄRING D. et OLAH M., Telemedizin und Strafrecht: Spannungsfeld zwischen "bequemer" Heilung aus Distanz und ärztlicher Sorgfaltspflicht am Beispiel der Telefonkonsultation, *Revue pénale suisse* 130/2012, n° 2, p. 195.

KRAFT E., WAGNER J., KUHN H., MARS: de l'utilité, de l'inutilité et de la légalité d'un système d'information global sur la santé, *BMS*, n° 31-32, 2012, p. 1115.
<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/3132/fr/BMS-00826.pdf>

Personnes âgées et santé

BREITSCHMID P., WITTEW C., Pflegerecht: eine Standortbestimmung Teil 1 / 2, *Pflegerecht*, 01/2012, p. 2 / 02/2012, p. 66.

GLOVER-THOMAS N., The Age of the Risk : Risk Perception and Determination Following the Mental Health Act 2007, *Medical Law Review*, Volume 19, Number 4, Autumn 2011, p. 581.

Procréation médicalement assistée

STEINER R., ROGGO A., Rechtliche Probleme im Zusammenhang mit der allogenen Eizelltransplantation : der sogenannten „Eizellenspende“, *AJP/PJA*, 4/2012, p. 482.

Recherche biomédicale

(pas de notice pour la présente rubrique)

Responsabilité médicale

LUZE E. DE, Les punitions corporelles dans l'éducation des enfants, état des lieux et perspectives pour la Suisse, *Revue de la protection des mineurs et des adultes*, p. 224.

Santé mentale et psychique

DAUTAIS P., Le regard spirituel dans la compréhension des soins, *revue internationale de soins palliatifs*, Vol. 26, no 4, 2011, p. 327.

LÜTHY C., Lebensfremde Rechtspraxis mit existenziellen Folgen, *Pro mente sana aktuell*, 2/12, p. 28.

LÜTHY C., Die IVG-Revision 6B gefährdet Gesundheit und Eingliederung in die Arbeit, *Pro mente sana aktuell*, 1/12, p. 25.

MCHALE J. V., Mental Health and the EU: The Next New Regulatory Frontier?", *Medical Law Review*, Volume 19, Number 4, Autumn 2011, p. 606.

PELET O., Maladies psychiques et secret médical : la chèvre et le chou, *Promente sana : lettre trimestrielle*, n° 55, mars 2012, p. 1.

SIDA, lutte contre les épidémies

(pas de notice pour la présente rubrique)

Système de santé, politique de la santé

BOVET P, CORNUZ J., PACCAUD F., Convention-cadre pour la lutte antitabac : un instrument puissant de santé publique, *Revue médicale suisse*, n° 348, 11 juillet 2012, p. 1438.

GRAF M., Pénaliser la consommation d'alcool, est-ce une solution pour lutter contre les abus ?, *Plaidoyer*, 2/2012, p. 39.

HOFF P., Le désir de suicide exprimé par des patients souffrant d'une maladie psychique: un symptôme ou une décision autonome?, *BMS*, n°23, 2012, p. 852.
<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/23/fr/BMS-00620.pdf>

PORTMANN W., RIBBE R., Vom öffentlichen Restaurationsbetrieb zum privaten Raucherklub : kreativer Ausweg oder unzulässige Gesetzesumgehung?, *AJP /PJA*, 5/2012, p. 649.

STACH P, BLEULER D., Notfalldienst: unzumutbare gesetzliche Regelungen als Chance für den Ärzteverband?, *BMS*, 24, 2012, p. 924.
<http://www.saez.ch/docs/saez/2012/24/fr/BMS-00493.pdf>

Transplantations

MAILLARD N., Une défense du prélèvement de routine des organes cadavériques pour des raisons de justice, *Bioethica forum*, vol. 5, no. 1, 2012, p. 29.

Ouvrages et Monographies / Bücher und Monographien

MELANIE FREY WICK, MARKUS WICK, Die Arztpraxis in der Schweiz : Gründung, Kauf, Verkauf und Schliessung von Einzel- und Gruppenpraxen, Zürich, Schulthess, 2011.

Voir surtout les acquisitions récentes de l'Institut de droit de la santé :
<http://www2.unine.ch/files/content/sites/bibliotheque/files/shared/rssna/droitsante.xml>
